

CONTRAT DE CESSION DE DROITS
SCENARIO LONG METRAGE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La société CHI-FOU-MI PRODUCTIONS, Société par Actions Simplifiée au capital de 48.000 €, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 520 372 178, dont le siège social est 12 rue Barbette – 75003 PARIS, représentée par son Président, Monsieur Hugo SELIGNAC, ou par son Directeur Général, la société MAZEL CORP, elle-même représentée par Monsieur Vincent MAZEL, dûment habilité,

Ci-après dénommée « le Producteur »,

D'une part,

ET :

Madame Catherine PAILLE, domiciliée à l'effet des présentes chez son agent, la société FILM TALENTS, dont les coordonnées figurent ci-dessous,

Ci-après dénommée « l'Auteur »,

D'autre part,

EN PRESENCE DE :

La société FILM TALENTS, Société à Responsabilité Limitée au capital de 4.800€, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 453 963 548, dont le siège social est situé au 2 rue de la Roquette - Passage du Cheval Blanc – Cour de Mai –75011 Paris, représentée par Simon REY, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « l'Agent »,

Le Producteur et l'Auteur étant ci-après ensemble dénommés « les Parties » et individuellement « la Partie ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE

1. Le Producteur envisage de produire une œuvre cinématographique de longue durée, intitulée provisoirement ou définitivement :

« ZONE A DEFENDRE »
(ci-après dénommée « le Film »)

d'après une idée originale de Romain COGITORE.

2. Par contrat d'auteur au forfait en date du 10 juillet 2018 (ci-après le « Contrat d'Auteur au Forfait »), le Producteur a confié à l'Auteur la mission d'apporter son concours de manière ponctuelle à l'écriture du scénario du Film afin d'envisager les remaniements à effectuer en vue de son amélioration lors de séances de travail. La contribution de l'Auteur visée au Contrat d'Auteur au Forfait

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

ne constituant pas l'un des éléments essentiels de la création intellectuelle du Film, et ce, conformément à l'article L.131-4 4^{ème} alinéa du Code de Propriété Intellectuelle, les Parties avaient opté pour un contrat d'auteur au forfait.

3. Le Producteur souhaitant cependant que l'Auteur collabore à nouveau à l'écriture du Scénario du Film et ce de manière plus substantielle qu'au Contrat d'Auteur au Forfait dans les conditions visées à l'article 1 du Titre I., les Parties ont convenu d'un commun accord d'annuler le Contrat d'Auteur au Forfait et de le remplacer par le présent contrat qui s'y substitue à compter de sa date de signature dans toutes ses stipulations.

4. L'objet des présentes est de définir les modalités de la nouvelle collaboration de l'Auteur à l'écriture du scénario du Film (ci-après dénommé « le Scénario ») et de la cession par l'Auteur de ses droits d'auteur en sa qualité de co-auteur du Scénario permettant la réalisation et l'exploitation du Film.

5. La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration de l'Auteur à l'écriture du Scénario (Titre I) ainsi que les conditions de la cession, par l'Auteur au Producteur, des droits afférents à son travail et permettant la réalisation et l'exploitation du Film (Titre II).

6. Il est précisé que le présent contrat annule et remplace, le cas échéant, tout accord oral ou écrit antérieurement conclu concernant l'objet des présentes (en ce compris le Contrat d'Auteur au Forfait).

Ce préambule fait partie intégrante du présent contrat.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

TITRE I – CONVENTION D'ECRITURE

Par les présentes, le Producteur commande à l'Auteur, qui l'accepte, les travaux d'écriture visés à l'article 1, Titre I ci-dessous.

ARTICLE 1 – ETAPES D'ECRITURE

1. L'Auteur remettra au Producteur une nouvelle version du Scénario dialogué (à partir du scénario original écrit par Romain COGITORE, avec la collaboration de l'Auteur telle que définie au Contrat d'Auteur au Forfait), ci-après « la Nouvelle Version du Scénario », à la signature des présentes.

2. À compter de cette remise, le Producteur fera part de ses remarques à l'Auteur et commandera, le cas échéant, une version modifiée du Scénario dialogué (ci-après « la Nouvelle Version 2 du Scénario ») que l'Auteur s'engage à remettre à une date à convenir d'un commun accord.

La commande de la Nouvelle Version 2 du Scénario à l'Auteur ne pourra s'effectuer que par un écrit du Producteur (par tous moyens, dont e-mail, fax ou lettre recommandée avec accusé de réception, etc.), l'Auteur ne pouvant pas la déduire des faits et s'engager à poursuivre les travaux d'écriture sans cette notification écrite du Producteur.

Le Producteur disposera d'un délai de 30 (trente) jours (ce délai étant porté à 45 (quarante-cinq) jours aux mois de juillet et août) à compter de la remise de la Nouvelle Version du Scénario pour effectuer des remarques sur ladite version et commander le cas échéant la Nouvelle Version 2 du Scénario ou pour accepter la Nouvelle Version du Scénario. Le défaut de manifestation du Producteur dans le délai susmentionné, après remise de la Nouvelle Version du Scénario, vaut acceptation de la Nouvelle Version du Scénario.

ARTICLE 2 – A VALOIR

1. En rémunération du travail remis et de la cession des droits correspondants, le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent une somme brute Hors Taxes de **12.100 € (douze mille cent euros) hors taxes** dont :

11.000 € (onze mille euros) pour l'Auteur,
1.100 € (mille cent euros) + TVA pour l'Agent,

payable comme suit :

a) 5.500 € (cinq mille cinq cents euros) bruts H.T., d'ores et déjà payés à la signature des présentes en application du Contrat d'Auteur au Forfait, ce dont l'Auteur et l'Agent donnent bonne et valable quittance, dont :

5.000 € (cinq mille euros) pour l'Auteur,
500 € (cinq cents euros) + TVA pour l'Agent.

b) 1.100 € (mille cent euros) bruts H.T., payables à la signature des présentes, dont :
1.000 € (mille euros) pour l'Auteur d'ores et déjà payés à titre d'avance le 7 février 2019,
100 € (cent euros) + TVA pour l'Agent.

c) 2.860 € (deux mille huit cent soixante euros) bruts H.T., payables à la remise de la Nouvelle Version du Scénario, dont :

2.600 € (Deux mille six cents euros) pour l'Auteur,
260 € (Deux cent soixante euros) + TVA pour l'Agent.

d) 2.640 € (deux mille six cent quarante euros) bruts H.T., payables à la remise de la Nouvelle Version 2 du Scénario (ou, le cas échéant à défaut de commande de la Nouvelle Version 2, à l'acceptation de la Nouvelle Version du Scénario), dont :

2.400 € (deux mille quatre cents euros) pour l'Auteur,
240 € (deux cent quarante euros) + TVA pour l'Agent.

2. Il est entendu que l'ensemble des sommes prévues au paragraphe 1) du présent article constitueront un à-valoir sur la rémunération proportionnelle telle que celle-ci est définie à l'article 6, Titre II (à l'exception toutefois du paragraphe 6-E) ci-dessous.

Il est précisé qu'en cas de non-respect des délais définis d'un commun accord entre les Parties pour la remise des différents travaux, le Producteur pourra décider librement, soit d'appliquer la clause de résiliation du contrat prévue à l'article 14, Titre II des présentes, soit de décaler d'autant les paiements dus à l'Auteur et à l'Agent, l'Auteur et l'Agent confirmant leur accord exprès sur cette disposition.

ARTICLE 3 – DECISION DU PRODUCTEUR

A chaque étape d'écriture, le Producteur aura la possibilité :

a) Soit de décider de poursuivre l'écriture du Scénario avec la collaboration de l'Auteur d'après le travail remis, avec ou sans la collaboration d'un ou plusieurs nouveau(x) co-auteur(s).

Dans ce cas, le contrat de cession de droits conserverait son plein effet. Il est précisé qu'en cas d'intervention d'un ou plusieurs autres co-auteurs, ce ou ces co-auteurs seront choisis d'un commun accord entre le Producteur, Monsieur Romain COGITORE et l'Auteur.

b) Soit de décider de poursuivre le projet sans la collaboration de l'Auteur, ladite décision devant être formellement notifiée à l'Auteur par écrit.

Dans ce cas :

- La cession de droits visée au Titre II des présentes conservera son plein effet pour les travaux déjà remis, le Producteur étant habilité à associer à l'écriture du Scénario tout(ous) auteur(s) de son choix.
- La rémunération de l'Auteur et de l'Agent sera réduite de la façon suivante :
 - i. Les sommes prévues à titre d'à-valoir seront réduites aux sommes déjà perçues par l'Auteur et l'Agent au moment où sa collaboration cessera.
 - ii. Les rémunérations proportionnelles seront réduites au prorata des sommes versées à titre d'à-valoir par rapport au montant total de l'à-valoir initial. A toutes fins utiles et s'agissant de la répartition des parts respectives des coauteurs par la SACD, il est entendu que Producteur n'aura en aucun cas à intervenir s'agissant de la répartition des sommes entre les co-auteurs, ces derniers s'engageant, en cas de désaccord entre eux, à ne prendre aucune mesure qui soit susceptible d'entraver d'une façon quelconque l'exploitation du Film.
- Les mentions publicitaires seront modifiées d'un commun accord entre le Producteur et les auteurs du Scénario en fonction de la collaboration réelle des auteurs au Scénario par rapport à la version définitive telle qu'acceptée par le Producteur. Il est d'ores et déjà convenu qu'en cas de désaccord persistant entre le Producteur et les auteurs du Scénario, l'avis commun du Producteur et de Romain COGITORE prévaudra.

c) Soit de renoncer à poursuivre l'écriture du Scénario et donc sa collaboration avec l'Auteur, cette décision devant être formellement notifiée à l'Auteur par écrit.

Dans ce cas, l'Auteur conserverait purement et simplement, sans formalité ni réserve et à titre de dédit forfaitaire, les sommes versées au titre du travail remis au jour de la renonciation, étant précise que ce travail resterait la propriété du Producteur. Il est toutefois précisé que dans l'hypothèse où Monsieur Romain COGITORE récupérerait ses droits d'auteur afférents au scénario du Film et trouverait un tiers cessionnaire intéressé pour reprendre le projet, le Producteur s'engage à rétrocéder le présent contrat audit tiers cessionnaire (qui se substituera en conséquence dans les droits et obligations incombant aux présentes au Producteur) sous réserve du remboursement par le tiers cessionnaire au Producteur des sommes payées par le Producteur au titre du projet dont 50% (cinquante pour cent) seront payables à la signature du contrat de cession et 50% (cinquante pour cent) au premier jour de tournage du Film.

ARTICLE 4 – CONDITIONS GENERALES

1. Les Parties confirment qu'en aucune manière la conclusion des présentes n'entraîne pour le Producteur l'obligation de réaliser, de faire réaliser ou d'achever le Film, l'Auteur reconnaissant que cette circonstance n'est pas potestative pour le Producteur. De même, le Producteur ne peut garantir la divulgation du Film, n'étant tenu à cet égard que d'une obligation de moyens qui l'oblige à faire son possible, conformément aux usages de la profession, pour que le Film soit effectivement réalisé et exploité. L'Auteur reconnaît expressément qu'en cas de non réalisation du Film ou de non divulgation de celui-ci, il serait, par la perception des sommes encaissées, entièrement rémunéré de la cession de ses droits d'auteur et indemnisé du préjudice résultant pour lui du défaut d'exploitation du Film.

2. Par ailleurs, il est entendu entre les Parties que le Producteur pourra décider à l'issue du processus d'écriture et sous réserve de l'accord de Romain COGITORE, de produire une œuvre télévisuelle ou une œuvre destinée à une première exploitation sur les SMAD en lieu et place du film cinématographique initialement prévu. Dans cette hypothèse, les conditions de cession prévues aux termes des présentes, seront renégociées de bonne foi par les Parties

TITRE II – CESSION

ARTICLE 1 – OBJET

L'Auteur cède irrévocablement au Producteur, pour le monde entier, à titre exclusif et pour la durée précisée à l'article 5 ci-dessous, les droits d'exploitation ci-après définis découlant de sa collaboration au Film en qualité d'auteur du Scénario.

Ces droits comprennent le droit de reproduction et de représentation du Film, les droits dits secondaires, ainsi que les droits d'utilisation dérivée.

ARTICLE 2 – DROITS CEDES

Pour les besoins du présent article, il convient d'entendre par le terme « Film », le Film et ses éléments accessoires, tels que, notamment, les bandes annonces, promo reels, teasers, maquettes, making-of, éléments du bonus, etc. relatifs au Film.

I – Exploitations primaires

Les droits d'exploitation primaires cédés au Producteur comprennent :

A. Le droit de reproduction

1. Le droit d'adapter le Scénario en le transposant lors de la réalisation d'un genre à l'autre (œuvre écrite/œuvre cinématographique de long-métrage ou, le cas échéant, œuvre télévisuelle ou œuvre destinée à une première exploitation SMAD) ou en faisant écrire tous dialogues, commentaire et textes additionnels.
2. Le droit de réaliser, faire réaliser, distribuer, faire distribuer, diffuser le Film en version originale de langue française et/ou étrangère, de la sous-titrer et/ou de la doubler (y compris par « voice-over ») en traduisant le Scénario en toutes langues.
3. Le droit d'enregistrer ou de faire enregistrer par tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, sur tous supports, en tous formats, en utilisant tous rapports de cadrage, les images en noir et blanc ou en couleurs, les sons originaux et doublages (paroles, musique, bruits, etc.), les titres ou sous-titres du Film, ainsi que des photographies fixes représentant des scènes du Film.
4. Le droit de numériser, moduler, compresser et décompresser, digitaliser ou reproduire le Film, éventuellement adapté sous forme d'une œuvre multimédia, par les procédés ci-dessus, ainsi que de le stocker, en vue de son transfert ou sa diffusion.
5. Le droit d'établir et/ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira au Producteur ou à ses ayants droit, tous originaux, doubles ou copies, sur tous supports, notamment pellicule film, vidéo, numérique ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, en tous formats et par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à partir des enregistrements ci-dessus.
6. Le droit de mettre et/ou de faire mettre en circulation ces originaux, doubles ou copies, pour toutes les exploitations du Film prévues aux présentes.
7. Le droit d'enregistrer et de synchroniser avec les images toutes compositions musicales avec ou sans paroles, originales et/ou préexistantes.
8. Le droit d'établir ou de faire établir toutes bandes-annonces, teaser, promo reel, etc. du Film et d'y intégrer tout commentaire ou slogan publicitaire.

B. Le droit de représentation

Le droit de représentation comporte notamment :

1. Le droit de représenter et/ou de faire représenter publiquement le Film dans le monde entier, en version originale, doublée (y compris par voice-over) ou sous-titrée, et ce dans toutes les salles d'exploitation cinématographique, payantes ou non-payantes, dans le secteur commercial.
2. Le droit d'exploiter le Film par commercialisation (notamment par vente, location ou prêt) de supports porteurs du Film (vidéocassettes, vidéodisques, CD-ROM, CDI, DVD, DVD Rom, HDVD, Blu-Ray et, d'une manière générale, tous autres supports connus ou inconnus tels que supports analogiques, numériques, opto-numériques, linéaires ou non), en vue d'une exploitation publique ou d'une utilisation privée.
3. Le droit d'exploiter le Film par télédiffusion, c'est-à-dire par un éditeur de services de télévision dont le programme principal est composé d'une suite ordonnée d'émissions comportant des images et des sons, en version originale, en version doublée ou en version sous-titrée, par voie hertzienne terrestre, en mode analogique ou numérique (chaines TNT, etc.), par satellite, par câble, par voie électronique notamment les chaines gratuites ou payantes (chaîne à péage, pay per view), ou par tous autres moyens de diffusion, notamment par tous moyens de communications électroniques tels que les réseaux satellitaires, les réseaux fixes ou mobiles, les réseaux de fibre optique, le réseau ADSL, le réseau Internet, le réseau WIFI, tous réseaux existants ou à venir (réseaux 3G, 3.5G, 4G etc.) indépendamment des technologies ou normes de diffusion utilisées pour se connecter aux réseaux (notamment GPRS, EDGE, UMTS, HSDPA), en vue de sa communication au public intégralement ou par extrait, en simultanée ou en différée, par l'intermédiaire d'un service de télévision de rattrapage (ou catch up TV) ou non, à titre gratuit ou contre paiement d'un abonnement forfaitaire ou d'un prix individualisé, tant aux fins de réception individuelle que collective, et pour visualisation sur tout terminal de réception, fixes ou mobiles, à la seule charge pour le Producteur de rappeler aux télédiffuseurs avec lesquels il traitera en France, Belgique, Suisse, Canada d'expression française, Principauté de Monaco, Luxembourg, Espagne, Bulgarie, Italie, Pologne, Argentine, Lettonie, Principauté de Liechtenstein ainsi que tout autre territoire dans lequel la SACD, ou toute autre société d'auteurs la représentant interviendrait ultérieurement, que l'exécution des obligations souscrites à son égard ne les dégage pas des obligations qu'ils ont ou devront contracter avec les sociétés d'auteurs (SACD et SDRM, ou toute société les représentant).
4. Le droit d'exploiter le Film en « vidéo à la demande » (VoD) c'est-à-dire de le mettre à la disposition du consommateur final, à sa demande et à l'heure de son choix, par tous réseaux de communications électroniques connus ou inconnus à ce jour, et notamment, sans que cette liste soit limitative les réseaux satellitaires, les réseaux fixes ou mobiles, les réseaux de fibre optique, le réseau ADSL, le réseau Internet, le réseau WIFI, tous réseaux existants ou à venir (réseaux 3G, 3.5G, 4G, etc.) indépendamment des technologies ou normes de diffusion utilisées pour se connecter aux réseaux (notamment GPRS, EDGE, UMTS, HSDPA), par voie hertzienne terrestre, par câble, par satellite, par tous procédés de diffusion, par tous moyens ou procédés, connus ou inconnus à ce jour, incluant notamment le « streaming » (diffusion linéaire) ou « downloading » (téléchargement) ainsi que le procédé technique défini sous le terme « Electronic Sell Through » ou « E.S.T. », sur des récepteurs de télévision, sur tout support fixe (télévision, ordinateur, etc.) ou portatif (téléphone, ordinateur portable, agenda électronique, assistants personnels électroniques, console de Jeu (PSP, etc.) et ce que le Film soit accessible au consommateur final à titre gratuit (free VOD, etc.) ou onéreux (SVOD, offres groupées de films, paiement à l'acte, etc.).
5. Le droit d'exploiter le Film sous toutes formes non prévisibles ou non prévues à la date du présent contrat, conformément à l'article L. 131-6 du C.P.I.

II – Exploitations secondaires

Les droits d'exploitation secondaires comprennent notamment :

1. Le droit d'autoriser la reproduction et/ou la représentation et/ou la publication du Film par extrait et/ou fragment, ainsi que la duplication de tous les éléments visuels du Film (images, photographies, affiches, dessins) et de tous les éléments sonores du Film, y compris la musique et les dialogues, en vue d'une exploitation commerciale ou non commerciale, sur tous supports (notamment disques, cassettes, CDI, CD-ROM, DVD, DVD-ROM, et tous autres supports mis à la disposition du public, connus ou à venir) et par tous procédés connus ou inconnus, non prévus ou non prévisibles à ce jour (procédés analogiques, numériques, opto-numériques ou autres), sur tout réseaux, notamment

informatiques, télématiques (y compris Internet), radiodiffusion, etc., et plus largement par tout mode de communication au public (notamment les services de téléphonie mobile), pour visualisation sur tout matériel de réception (notamment ordinateurs, téléviseurs, terminaux mobiles tels que téléphones portables, agendas, et assistants personnels, etc.), quelles que soient les normes de diffusion utilisées (telles que ADSL, GPRS, UMTS, etc.) et les fonctionnalités des systèmes d'accès conditionnel utilisés.

2. Le droit de représenter et/ou publier tous extraits, photographies, images, ou enregistrements tirés du Film, en vue de la publicité et de la promotion du Film, sans que cette exploitation ne donne lieu à une rémunération au profit de l'Auteur. Il est également précisé que ces extraits, photographies, images ou enregistrements pourront être librement utilisés pour la promotion et la publicité de la diffusion du Film par les chaînes ayant acquis les droits de diffusion du Film, ainsi que pour la promotion du producteur et de tous partenaires du Film (diffuseurs compris), sur tous supports et par tous moyens.

3. Le droit d'autoriser la présentation publique du Film dans tout marché, festival ou manifestation de promotion.

4. Le droit d'exploiter le Film dans le secteur cinématographique non commercial (tel que ce secteur est défini par le Code du Cinéma et de l'Image Animée), ce droit comprenant pour le Producteur la faculté de céder le Film au Ministère des Affaires Etrangères en vue notamment d'une exploitation dans le circuit des ambassades françaises à l'étranger, dans les avions, et dans le cadre de manifestations culturelles diverses.

III – Exploitations dérivées

Les droits d'exploitation dérivés comprennent notamment :

1. Le droit de reproduire et de représenter des rushes non montés du Film et toutes images et sons réalisés.

2. Le droit de « making-of », c'est-à-dire le droit exclusif d'entreprendre la production d'une ou plusieurs œuvres audiovisuelles et/ou audios et/ou littéraires, intégrant le cas échéant des extraits ou des photographies du Film, et ayant pour objet de décrire, analyser, commenter le processus de création du Film présentement concerné et de l'exploiter sur tous supports par tous moyens, à toutes fins commerciales ou en vue d'assurer la promotion du Film (notamment dans le cadre d'un partenariat ou comme bonus présenté accessoirement au Film, etc.).

L'Auteur accepte l'utilisation de son image et/ou de sa voix, enregistrée à l'occasion de la préparation, tournage, postproduction et de la promotion du Film, d'un ou des making(s)-of(s) du Film en vue de son exploitation dans le monde entier, sur tous supports et par tous procédés, pour la durée visée à l'article 5 ci-après. Toutefois, le Producteur soumettra à l'Auteur les images du making-of le concernant pour validation préalable.

3. Les droits de « remake », c'est-à-dire le droit de produire, réaliser et exploiter une ou plusieurs nouvelles œuvres audiovisuelles (et notamment cinématographiques et/ou télévisuelles en tous formats (téléfilms, séries, etc.) ou autres, lesquelles reprennent en substance tout ou partie des thèmes, intrigues, situations, personnages, dialogues, voire découpage, cadrage, mise en scène, etc. du Film initial objet de la présente convention.

Les éléments susvisés, constitutifs du scénario du Film, pourront être utilisés librement en vue de l'établissement du scénario définitif et de la réalisation du/des remake(s). Ces contributions originales pourront être reprises, pour les besoins du/des remake(s), en tout ou partie, sans changement comme en y apportant toutes adaptations, transformations, additions, suppressions, transpositions ou variations que le producteur du/des remake(s) jugerait utiles. Le remake pourra notamment prendre la forme, le cas échéant, d'un film musical et/ou d'animation.

4. Les droits de « prequel »/« sequel », c'est-à-dire le droit d'adapter, reproduire réaliser et exploiter une ou plusieurs nouvelles œuvres audiovisuelles (et notamment cinématographiques et/ou télévisuelles en tous formats (téléfilms, séries, etc.) ou autres, plaçant les mêmes personnages que

ceux du Film initial, ou certains d'entre eux, dans une histoire et des situations nouvelles censées précéder ou suivre le temps et l'action du Film initial.

Le producteur du/des prequel(s)/sequel(s) disposera des mêmes prérogatives que celles visées au paragraphe ci-dessous pour le remake.

5. Les droits de « spin-off », c'est-à-dire les droits de produire, de réaliser et d'exploiter une ou plusieurs nouvelles œuvres audiovisuelles (et notamment cinématographiques et/ou télévisuelles en tous formats (téléfilms, séries, etc.) ou autres, dont l'action ne comporterait pas nécessairement de lien direct avec celle du Film initial, mais qui en reprendraient un ou plusieurs personnages, principaux ou secondaires, pour le(s) placer dans une histoire et des situations entièrement originales, antérieures, contemporaines ou postérieures à l'action du Film initial.

Le producteur du/des spin-off(s) disposera des mêmes prérogatives que celles visées au paragraphe 3. ci-dessous pour le remake.

Du fait de la présente cession, le Producteur disposera, concernant les éventuels making-of, remake, prequel, sequel et spin-off, des mêmes droits que ceux dont il bénéficie au titre du Film, tels que ces droits sont énumérés aux présentes.

Sous réserve de l'accord préalable de Monsieur Romain Cogitore, dans l'hypothèse où un Remake, Sequel, Prequel et/ou Spin-off serait produit ou coproduit par le Producteur en qualité de producteur délégué ou par un tiers et réalisé en langue française, l'écriture sera proposée en priorité à l'Auteur, en collaboration le cas échéant avec un ou plusieurs co-auteur(s) choisi(s) d'un commun accord (l'avis du Producteur prévalant en cas de désaccord persistant). L'Auteur disposera de 15 (quinze) jours (ce délai étant porté à 30 (trente) jours aux mois de juillet et août) à compter de la réception de la demande du Producteur formulée par tout moyen écrit, pour accepter ou refuser l'écriture, étant précisé qu'à défaut de réponse dans le délai précité, la proposition sera considérée comme refusée. En cas d'acceptation par l'Auteur, les Parties se rapprocheront afin de négocier de bonne foi la rémunération et les conditions de l'engagement de l'Auteur. Par ailleurs, la renonciation au droit de priorité pour une quelconque œuvre dérivée (making-of, remake, prequel, sequel, spin-off) emporte renonciation par l'Auteur au droit de priorité tel qu'énoncé au présent article.

Sous réserve des dispositions du précédent paragraphe, le producteur du (ou des) making-of, remake, prequel, sequel et spin-off, aura seul qualité pour décider du choix du réalisateur, des auteurs du scénario, du/des compositeur(s) de la musique et plus généralement de tous les collaborateurs tant artistiques que techniques du (ou des) making-of, remake, prequel, sequel et spin-off.

6. Le droit d'exploiter le Film par intégration dans un programme multimédia interactif, ce droit comprenant la faculté de reproduire, représenter et adapter des éléments du Film, et notamment le sujet, le Scénario, l'adaptation, les dialogues, la réalisation, la musique, la bande sonore originale, les images, les séquences du Film, ainsi que le titre, les personnages, les décors, les costumes, les accessoires, etc., en y adjoignant, le cas échéant, toutes contributions nouvelles, cela pour les besoins de la production, de la réalisation et de l'exploitation, dans le monde entier et en toutes langues, de tous programmes multimédias interactifs, en intégrant des éléments précités du Film sur un même support magnétique ou opto-numérique (ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour) dont l'accès et la structure sont gérés et organisés par un logiciel permettant l'interactivité d'accès aux différentes données, lesdits programmes multimédia, et notamment les jeux interactifs, bases de données audiovisuelles, ayant vocation à être commercialisés et/ou diffusés sur tous supports d'enregistrements tels que vidéogrammes, CDI, CD-ROM, DVD-ROM, CDV, etc., et par tous procédés de télécommunication, connus ou à venir, notamment en vue d'une exploitation « en ligne », par l'intermédiaire d'un réseau de télécommunication et/ou d'un système télématique interactif, tels que, notamment, les réseaux téléétel, Intranet, Internet, et d'une manière générale, par tous moyens de communication au public (et notamment les services de téléphonie mobile).

Le Producteur disposera, pour l'exploitation de tels programmes multimédia, de tous les droits qui lui sont cédés pour le Film lui-même aux termes des présentes.

7. Le droit d'autoriser la reproduction et la représentation, en toutes langues, par extraits, du Scénario ou du récit du Film, illustré ou non, à condition que ceux-ci ne dépassent pas 10.000 (dix

mille) mots et soient destinés exclusivement à la présentation et/ou à la publicité et/ou à la promotion du Film. Pour les besoins de cette présentation publicité et/ou promotion, ces extraits pourront être publiés dans les revues, journaux, magazines, dans le cadre de blogs et, d'une manière générale, sur tous supports de télécommunication (notamment services télématiques interactifs, Internet), sans qu'une telle publication ne donne lieu à recettes.

8. Le droit de publication d'une édition type « scénario complet » d'avant tournage ou modifié d'après le montage du Film, illustré ou non l'illustration ou la documentation d'expositions consacrées au cinéma ou à l'audiovisuel et/ou à l'activité ou l'univers du Producteur, ainsi que pour la promotion et la publicité de ces expositions.

9. Le droit de reproduire dans le monde entier tout ou partie des images extraites du Film ou des photographies effectuées à l'occasion de sa réalisation plateau, tournage, portraits, etc.), les dessins, maquettes destinées ou non à la presse, à la promotion et à la publicité du Film, ainsi que l'affiche du Film :

- en vue de l'illustration du texte, avec ou sans adaptation, sous l'une des formes de publication prévues aux présentes, et/ou, le cas échéant, de l'œuvre littéraire dont le Scénario aurait été adapté, y compris pour la réalisation de la couverture et/ou la promotion de telles publications, ainsi que comme couverture et/ou insertion pour les pochettes et/ou la promotion des phonogrammes de la musique et/ou des vidéogrammes du Film ;
- en vue de l'insertion, de la reproduction sur la couverture de livres liés au Film, au Producteur, au metteur en scène, s'il y a lieu, ainsi que pour la promotion desdits livres ;
- en vue de la réalisation de cartes postales, posters ou affiches ;
- comme élément publicitaire et/ou promotionnel ;
- en vue de leur utilisation dans des émissions de plateau, magazines télévisés et en général toutes émissions en hommage à un auteur, réalisateur, artiste-interprète ou autre professionnel du cinéma et dans le cadre des émissions consacrées en tout ou partie au cinéma.

10. Le droit de « merchandising » (licensing et promotion), c'est-à-dire le droit d'utiliser tout ou partie des éléments du Film (titre, thèmes personnages, décors, costumes, accessoires, musique, bande originale du Film etc.) en vue de réaliser des produits commerciaux ou non, de quelque nature que ce soit, et de les distribuer dans le monde entier, notamment :

- en vue de la fabrication, de la distribution, de la vente et de la commercialisation de tous objets ou produits tels que, notamment, jeux, jouets, objets ou œuvres d'art plastique ou arts appliqués, etc. ;
- en vue de la fabrication, de la décoration, de la distribution, de la vente et de la commercialisation de tous articles, notamment dans les secteurs suivants : papeterie, articles de bureau, habillement, ameublement, toilette, hygiène, alimentation, etc. ;
- en vue de la création et de l'exploitation d'attractions dans le cadre de parc à thèmes ;
- en vue de la création et de l'exploitation de sonneries de téléphone mobile, jeux vidéos, programmes multimédia interactifs ;
- la réalisation de tous produits dérivés destinés à être distribués gracieusement dans le cadre de la promotion du Film (« goodies ») ;
- en vue de la création de tout autre élément publicitaire et/ou promotionnel ;
- en vue de leur utilisation dans des émissions de plateau, magazines télévisés et en général toutes émissions en hommage à un auteur, réalisateur, artiste-interprète ou autre professionnel du cinéma et dans le cadre des émissions consacrées en tout ou partie au cinéma.

Il est précisé en tant que de besoin, que pour les exploitations merchandising qui ne donneront pas lieu à recettes, aucune rémunération proportionnelle ne sera versée à l'Auteur et à l'Agent.

11. Le droit d'utiliser le(s) titre(s) et, le cas échéant, sous-titre(s) du Film, ainsi que le droit d'utiliser le nom des personnages du Film, pour toutes les exploitations dérivées énumérées ci-dessus, ce droit comprenant la faculté de déposer et d'exploiter ce titre et/ou ces noms en tant que marques et/ou en tant que noms de domaine.

12. Le droit d'utiliser tous extraits, images et/ou sons extraits du Film et/ou de tous éléments accessoires du Film, tels que notamment, sans que cette liste soit limitative, les rushes, bandes-annonces, promo reel, teaser ou making-of du Film, ainsi que, le cas échéant, les commentaires audio de l'Auteur qui auraient été enregistrés ou des éléments de sa biographie, sous réserve de son accord préalable, dans les bonus et les menus d'accueil et de navigation contenus dans les DVD ou tous autres supports interactifs incluant le Film, ou présentés lors de sa diffusion ou de la communication du Film en vidéo à la demande ou par tous autres moyens permettant l'insertion de tels menus (tel que le site Internet faisant référence et/ou proposant la diffusion du Film).

A cette fin, l'Auteur donne au Producteur l'autorisation d'utiliser son nom, sa voix, sa biographie et des photographies représentant son image, dans les bonus et les menus d'accueil et de navigation contenus dans les DVD ou tous autres supports interactifs incluant le Film, ou présentés lors de sa diffusion ou de la communication du Film en vidéo à la demande ou par tous autres moyens permettant l'insertion de tels menus (tel que le site Internet faisant référence et/ou proposant la diffusion du Film).

13. Le droit d'adapter et d'exploiter le Film sous forme d'une œuvre dramatique (pièce de théâtre) ou dramatico-lyrique (opéra, opérette, ballet, comédie musicale) incorporant des éléments du Scénario.

14. Le droit d'éditer la bande sonore du Film et de l'exploiter par radiodiffusion sonore ou sous la forme de phonogrammes, CD ou cassettes audio, et, d'une manière générale, sur tout support (notamment analogique, numérique, opto-numérique, linéaire ou non) connus ou inconnus à ce jour.

15. Le droit d'utiliser dans le monde entier tout élément issu du Film en vue de l'illustration ou la documentation d'expositions consacrées au cinéma ou à l'audiovisuel et/ou à l'activité ou l'univers du Producteur, ainsi que pour la promotion et la publicité de ces expositions.

Chaque fois que l'accord de l'Auteur sera requis aux termes du présent contrat, l'Auteur disposera d'un délai de 4 (quatre) jours ouvrés pour donner son accord au Producteur. A défaut de réponse dans le délai susvisé, l'accord de l'Auteur sera réputé acquis.

*
* *

L'Auteur consent à ce que les organismes de télédiffusion procèdent - dans le cadre de la réglementation en vigueur - à l'insertion :

- de leur logo, « widget » et autres éléments d'habillage dynamique incrustés à l'image ;
- de séquences publicitaires entrecoupant le Film, messages d'autopromotion (type *coming next*) ou d'information ou bandeaux publicitaires relatifs à des informations générales de promotion des programmes des diffuseurs, avant, après et pendant la diffusion du Film (et donc en surimpression lors de la diffusion du Film) ;
- et d'une manière générale, de toute signalétique et/ou pictogramme imposés en France ou à l'étranger par toute autorité de régulation compétente (et notamment signalétique relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence de tout pictogramme relatif aux placements de produits).

De même, s'agissant de l'exploitation du Film par les services de médias audiovisuels à la demande, ceux-ci pourront - dans le cadre de la réglementation en vigueur - procéder à l'insertion de leur logo, « widget » et autres éléments d'habillage dynamique incrustés à l'image, à d'éventuelles coupures publicitaires ainsi qu'à la mise en avant de bandeaux publicitaires avant, après et pendant la diffusion du Film et/ou d'une manière générale, de toute signalétique et/ou pictogramme imposés en France ou à l'étranger par toute autorité de régulation compétente (et notamment signalétique relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence de tout pictogramme relatif aux placements de produits).

Par ailleurs, dans le cadre des exploitations par réseau Internet ou tout autre réseau de transmission existant ou à venir donnant lieu à une réception du Film par le public sur écran pouvant être partagé avec d'autres contenus (par exemple dans le cadre du « visionnage » du Film en VOD via un site

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

internet sur lequel d'autres éléments peuvent apparaître à l'écran lorsque le Film n'est pas « projeté » en plein écran), l'Auteur reconnaît que le Film pourra faire l'objet d'une exploitation en association avec d'autres contenus, dont notamment des bandeaux publicitaires.

L'Auteur est également avisé et y consent d'ores et déjà, que le Film, ainsi que toutes œuvres adaptées ou dérivées et ses éléments accessoires, pourront faire l'objet d'opérations de parrainage ou « sponsoring », partenariat et/ou placement de produits.

L'Auteur donne son accord aux coupures et modifications de montage mineures qui pourront être nécessitées, après achèvement du Film, par l'exploitation dans certains territoires, par certains procédés, ainsi que par les exigences des censures. De même, le Producteur pourra modifier le format du Film pour les besoins des exploitations du Film autres que cinématographiques (lesquelles exploitations cinématographiques pouvant être effectuées en tous formats (35mm, numérique, etc.). L'Auteur accepte en outre que le Film soit recadré pour satisfaire aux exigences des télédiffuseurs du Film.

Par ailleurs, il est convenu entre les Parties que la présente cession des droits de l'Auteur permettra au Producteur et à ses ayants droit d'utiliser tout support ou procédé en vue de la représentation ou de la reproduction de tout ou partie du Film, sur un mode linéaire ou interactif, permettant la reconstitution de ce dernier en totalité ou par fragments, seul ou intégré à d'autres éléments audiovisuels, informatiques, télématiques. A cette fin, l'Auteur autorise tout compactage, compression ou autre technique nécessaire à la digitalisation du Film, à son stockage, à son transfert.

En raison de cette cession et de l'accord exprès de l'Auteur sur la digitalisation du Film envisagée ci-dessus par les Parties, l'Auteur ne pourra invoquer une atteinte portée à l'intégralité des images et sons du Film suite à d'éventuelles altérations imperceptibles mais néanmoins réelles provoquées par les opérations de compression ou autres techniques équivalentes.

En application des dispositions de l'article L. 131-9 du C.P.I, le Producteur se réserve la faculté, sans préjudice des dispositions de l'article L. 311-1 du C.P.I consacrées à la rémunération pour copie privée, dans le cadre de toute exploitation numérique faite du Film et de ses éléments accessoires, et en particulier dans le cadre de toute exploitation en vidéo à la demande du Film et de ses éléments accessoires sur les réseaux de communication électronique (en diffusion linéaire, streaming et/ou téléchargement temporaire et/ou définitif), de recourir à toutes mesures techniques de protection (et notamment mais non exclusivement à tous procédés de cryptage et/ou de détection et de blocage territorial) telles que ces mesures sont définies et autorisées à l'article L. 331-5 du C.P.I d'une part, et à toutes mesures techniques d'information du Film (notamment à tous procédés de marquage et/ou de tatouage numérique dits « watermarking ») telles que ces mesures sont définies et autorisées par l'article L. 331-22 du C.P.I d'autre part, et ce aux fins d'empêcher toute copie illicite du Film, de veiller au respect de la territorialité des droits qui sont cédés au Producteur et/ou qu'il accordera à tous tiers et plus généralement de veiller au respect des droits du Cédant et/ou du Producteur sur le Film et ses éléments accessoires.

ARTICLE 3 – DROITS RESERVES

Pour tous les droits non cédés aux présentes par l'Auteur, et notamment pour les droits de novélisation et droits d'édition littéraire et graphique, le Producteur bénéficie d'un droit de préemption qui s'exercera comme suit : l'Auteur devra transmettre au Producteur toute proposition qu'il recevrait pour l'exploitation de droits non cédés par les présentes et le Producteur disposera d'un délai de 30 (trente) jours ouvrés à compter de la réception de ladite proposition pour la préempter, toute absence de réponse dans ce délai valant renonciation de la part du Producteur à son droit de préemption. L'Auteur pourra alors conclure librement avec le tiers concerné, sous réserve de traiter à des conditions identiques à celles transmises au Producteur.

Le Producteur bénéficie également d'un droit de priorité qui s'exercera comme suit : l'Auteur, s'il souhaite exploiter un droit non cédé par les présentes, devra proposer au Producteur en priorité l'exploitation envisagée et le Producteur disposera d'un délai de 30 (trente) jours ouvrés à compter de la réception de ladite proposition pour l'accepter ou la refuser, toute absence de réponse dans ce délai valant renonciation de la part du Producteur au dit droit de priorité. L'Auteur pourra alors

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

conclure librement avec un tiers, sous réserve de traiter à des conditions identiques à celles transmises au Producteur.

Il est entendu que dans l'un et l'autre cas, toute modification de la proposition initiale sera transmise au Producteur, sachant que cela reportera le délai précité d'autant.

Il est toutefois précisé, s'agissant des droits de novélisation et des droits d'édition littéraire et graphique du Scénario, que l'Auteur s'engage à les céder au Producteur dès lors que Romain COGITORE les céderait à ce dernier.

ARTICLE 4 – PROPRIETE

Le Producteur acquiert la qualité d'ayant droit de l'Auteur pour l'exercice des droits cédés qu'il utilisera comme bon lui semblera, notamment en passant tous contrats d'édition, de représentation et de diffusion, utiles à l'exploitation du Film.

Le Producteur demeure entièrement libre de réaliser ce Film en coproduction et/ou de rétrocéder à un tiers tout ou partie des bénéfices et des charges du présent contrat sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, aux conditions prévues à l'Article 12 du Titre II des présentes.

Outre l'obligation de dépôt légal qui lui incombe, le Producteur s'engage à conserver le Scénario et l'adaptation définitive dialoguée.

Le Producteur est également habilité à effectuer toutes démarches et à procéder à toutes formalités, y compris leur renouvellement éventuel, en vue du dépôt et de l'enregistrement du Film, de chacun de ses éléments ainsi que de toutes œuvres dérivées ou adaptées, réalisées en vertu des présentes, auprès de tout organisme habilité, et notamment, s'il le souhaite, le Copyright Office des Etats Unis. A cet égard, l'Auteur s'engage à fournir au Producteur dans les délais requis, toute attestation ou tout document, conforme aux dispositions du présent contrat, qui serait exigé par les organismes concernés.

Le Producteur assurera au Film une exploitation conforme aux usages de la profession.

ARTICLE 5 – DUREE

5.1 La présente cession est conclue pour une durée de 30 (trente) ans à compter de la première représentation commerciale du Film en France, cette durée ne pouvant en tout état de cause excéder 32 (trente-deux) ans à compter de la signature des présentes.

Toutefois, dans le cas où le Film serait produit majoritairement par un partenaire anglo-saxon ou soumis au droit du copyright, la durée du présent contrat sera portée à la durée légale de protection des droits d'auteur actuellement accordée et qui sera accordée à l'avenir, notamment du fait de toute prorogation ou extension, aux auteurs, à tous leurs successeurs, héritiers ou ayants droit, par les dispositions législatives et réglementaires, les usages, les décisions judiciaires et arbitrales de tous les pays ainsi que par tous les traités, conventions, décisions, directives et règlements ou arrangements internationaux.

De même, dans l'hypothèse de la réalisation et de l'exploitation dans le monde entier par un partenaire anglo-saxon ou soumis au droit du copyright de toute œuvre dérivée du Film telle que remake, sequel, prequel, spin off et/ou adaptations télévisuelles, la durée de la cession desdits droits de remake, sequel, prequel, spin-off et/ou adaptations télévisuelles sera celle de la durée légale de protection des droits d'auteur.

Dans l'hypothèse de la réalisation et de l'exploitation de toute œuvre dérivée du Film telle que remake, sequel, prequel, spin-off et/ou adaptation télévisuelle par un partenaire non anglo-saxon, la durée de la présente cession sera prolongée de manière à ce que l'œuvre dérivée bénéficie effectivement d'une protection de 30 (trente) ans à compter de sa première exploitation commerciale (première représentation commerciale ou première diffusion en cas d'œuvre télévisuelle).

Pour l'application de la présente clause, le Producteur informera l'Auteur, le cas échéant, du changement de durée des droits dans les meilleurs délais, et par précaution, par lettre recommandée avec accusé de réception.

5.2 Au cas où, dans un délai de 4 (quatre) ans à compter de l'acceptation de la version définitive du Scénario telle que définie à l'Article 1 du Titre I des présentes, la production du Film n'aurait pas débuté (la mise en production du Film étant caractérisée par l'engagement des trois principaux chefs de poste que sont le directeur de production, le chef opérateur et le chef décorateur), le présent contrat sera résilié de plein droit par la simple arrivée du terme, sans qu'il soit besoin d'une quelconque formalité, l'Auteur recouvrant alors l'entière propriété de ses droits sur son travail (mais ne pouvant en faire une quelconque exploitation sans l'accord préalable de Romain COGITORE), sous réserve des droits de tout autre co-auteur, les sommes déjà perçues par l'Auteur et son Agent leur restant définitivement acquises à titre d'indemnité globale, forfaitaire et définitive. Toutefois, en cas de cession de ses droits à un tiers (étant entendu qu'une telle cession ne pourra intervenir qu'avec l'accord préalable de Romain COGITORE), l'Auteur s'engage au remboursement par le tiers cessionnaire des sommes engagées par le Producteur au titre du présent contrat dont (i) 50% (cinquante pour cent) à la signature du contrat de cession et (ii) 50% (cinquante pour cent) à la mise en production du Film, faute de quoi cette cession des droits à un tiers serait nulle.

Dans l'hypothèse où la mise en production du Film ne pourrait pas intervenir dans un délai de 4 (quatre) ans à compter de la remise de la version définitive du Scénario en raison d'une indisponibilité de Romain COGITORE pour réaliser le Film, il est entendu que le délai qui sera imparti au Producteur pour mettre le Film en production sera prorogé de la durée de l'indisponibilité de Romain COGITORE.

Par « version définitive du Scénario », il faut entendre la version du Scénario acceptée par le Producteur, qui sera remise aux télédiffuseurs et aux principaux artistes-interprètes du Film.

ARTICLE 6- REMUNERATION PROPORTIONNELLE

Au préalable, il est précisé que toute mention, dans le présent article, des recettes nettes part producteur, fait référence à leur définition selon les différents modes d'exploitation considérés, contenue dans l'Annexe 1 des présentes.

En contrepartie de la présente cession, l'Auteur et l'Agent recevront les rémunérations proportionnelles suivantes :

A – Exploitations en France

Par « France », on entend les territoires suivants : France, DOM-ROM-POM-TOM, Principauté de Monaco, Principauté d'Andorre, bateaux, avions et trains battant pavillon Français.

I – Exploitation cinématographique

a) dans les salles de cinéma du secteur commercial

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-25 du Code de la Propriété Intellectuelle, le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent une rémunération proportionnelle en un pourcentage H.T. fixé à :

- **0,1% (zéro virgule un pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,01% (zéro virgule zéro un pour cent) + TVA** pour l'Agent,

sur le prix payé par le public aux guichets des salles de spectacle cinématographique assujetties à l'obligation d'établir un bordereau de recettes, sous la seule déduction de la TVA, de la TSA, ou de tout autre prélèvement parafiscal ou professionnel effectué par l'Administration.

Afin de tenir compte des tarifs dégressifs de location éventuels accordés par le distributeur aux exploitants, le produit de ce pourcentage sera pondéré, s'il y a lieu, par l'application d'un coefficient

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

calculé en rapportant le taux moyen de location du Film depuis le début de l'exploitation, à un taux de référence de 50 % (cinquante pour cent).

Par « taux moyen de location du film », on entend, aux termes des présentes, le rapport de la recette distributeur à la recette exploitant, telles qu'apparences sur les bordereaux du CNC (sous les titres « encaissements distributeurs » et « recettes hors TVA »).

b) dans le secteur non commercial

Le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent un pourcentage H.T. fixé à :

- **0,2 % (zéro virgule deux pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,02% (zéro virgule zéro deux pour cent) + TVA** pour l'Agent,

sur les recettes nettes part producteur.

II- Exploitation vidéographique

Conformément aux dispositions de l'article L.132-25 du C.P.I. et dans la mesure où le prix payé par le public pour l'acquisition ou la location de vidéogrammes pourra être déterminé et contrôlable, le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent une rémunération proportionnelle au montant hors taxe de ce prix fixée à :

- **0,1 % (zéro virgule un pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,01% (zéro virgule zéro un pour cent) + TVA** pour l'Agent,

Toutefois, compte tenu de l'impossibilité pratique de déterminer la base de calcul de la participation proportionnelle ci-dessus et les moyens de contrôler l'application de cette participation proportionnelle faisant défaut, les Parties conviennent que le prix payé par le public serait déterminé par l'application d'un coefficient correcteur de 1,5 au chiffre d'affaires brut hors taxes réalisé par l'éditeur vidéographique sur la vente ou la location des vidéogrammes, tel que déclaré au CNC.

Il est expressément entendu que la responsabilité du Producteur ne pourra en aucun cas être recherchée dans l'hypothèse où il ne serait pas en mesure de déterminer le prix payé par le public pour l'acquisition et/ou la location des vidéogrammes du Film.

III – Exploitation par télédiffusion

Il est expressément entendu, en ce qui concerne l'exploitation du Film par télédiffusion, en France, qu'aucun pourcentage ne sera dû par le Producteur, la SACD et la SDRM intervenant directement ou indirectement auprès des télédiffuseurs pour percevoir ou faire percevoir les redevances dues à raison de l'utilisation des œuvres inscrites à leur répertoire, la rémunération de l'Auteur étant alors constituée par lesdites redevances, réparties conformément aux règles de la SACD.

Il appartiendra à l'Auteur de faire le nécessaire auprès de la société d'auteurs à laquelle il est adhérent pour percevoir directement de cette dernière sa rémunération, le Producteur ne pouvant en aucun cas être recherché en cas de difficultés. Le Producteur n'aura en aucun cas à intervenir s'agissant de la répartition des sommes entre co-auteurs, ces derniers s'engageant en cas de désaccord entre eux à ne prendre aucune mesure qui soit susceptible d'entraver l'exploitation.

En ce qui concerne la télédiffusion par câble simultanée, intégrale et inchangée, les droits y afférents sont et seront gérés dans le cadre des accords conclus directement ou indirectement par les sociétés d'auteurs auxquelles l'Auteur est affilié.

Dans le cas où la SACD viendrait à ne plus verser de redevances aux auteurs, le Producteur versera, pour les diffusions concernées, une rémunération proportionnelle en un pourcentage HT fixé à :

- **0,2 % (zéro virgule deux pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,02% (zéro virgule zéro deux pour cent) + TVA** pour l'Agent,

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

sur les recettes nettes part producteur.

IV – Exploitation en Vidéo à la Demande (VoD ou VaD) – Pay Per View et par réseaux numériques de transports de données (dits « on line »)

Au titre de l'exploitation du Film en France par tout moyen de télécommunication, moyennant paiement par le public d'un prix déterminé et individualisable pour en recevoir communication (« pay per view », « video on demand », et par réseaux numériques de transports de données (dits « on line ») etc.), l'Auteur et l'Agent percevront du Producteur, conformément à l'article L. 132-25 du C.P.I., une rémunération proportionnelle H.T. fixée à :

- **0,1 % (zéro virgule un pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,01% (zéro virgule zéro un pour cent) + TVA** pour l'Agent,

du prix H.T. payé par le public pour obtenir communication du Film.

Si le prix payé par le public ne pouvait être en pratique déterminé ou si les moyens de contrôler l'application de la participation proportionnelle faisaient défaut (notamment en cas d'exploitation Free VoD), le Producteur verserait à l'Auteur et à l'Agent un pourcentage H.T. de :

- **0,2 % (zéro virgule deux pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,02% (zéro virgule zéro deux pour cent) + TVA** pour l'Agent,

sur les recettes nettes part producteur.

V– Exploitation des droits d'Edition d'un making-of littéraire

En cas d'édition d'un making-of littéraire, le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent un pourcentage H.T. de :

- **0,1 % (zéro virgule un pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,01% (zéro virgule zéro un pour cent) + TVA** pour l'Agent,

du prix hors taxes payé par le public.

VI– Exploitation du Film dans un programme multimédia

a) Conformément aux dispositions de l'article L. 132-25 du C.P.I., la rémunération de l'Auteur et de l'Agent sera constituée, pour les exploitations visées au présent paragraphe, par un pourcentage H.T. de :

- **0,1 % (zéro virgule un pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,01% (zéro virgule zéro un pour cent) + TVA** pour l'Agent,

du montant hors taxes du prix payé par le public pour l'acquisition ou la location d'œuvres multimédia.

Si le prix payé par le public ne pouvait être en pratique déterminé ou si les moyens de contrôler l'application de la participation proportionnelle faisaient défaut ou si les frais des opérations de calcul et de contrôle étaient hors de proportion avec les résultats à atteindre, le Producteur verserait à l'Auteur et à l'Agent un pourcentage H.T. de :

- **0,2 % (zéro virgule deux pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,02% (zéro virgule zéro deux pour cent) + TVA** pour l'Agent,

sur les recettes nettes part producteur.

b) Par dérogation au point a) ci-dessus, il est précisé que pour l'exploitation du Film sous forme d'extraits de moins de six minutes (représentant seuls moins de 10% (dix pour cent) ou au total moins de 15% (quinze pour cent) de la durée de l'œuvre) par intégration et sans modification dans un programme multimédia interactif pouvant être exploité sur tous supports destinés à la vente, à la

location ou au prêt pour l'usage privé du public ou par télédiffusion par voie hertzienne terrestre, par câble, satellite ou en réseau, les Parties s'en remettent au Protocole du 12 octobre 1999 signé entre la SACD et la PROCIREP.

Il appartient à l'Auteur de faire le nécessaire auprès de la SACD pour percevoir directement les redevances à lui revenir, le Producteur ne pouvant en aucun cas être recherché en cas de difficultés.

Le Producteur n'aura en aucun cas à intervenir s'agissant de la répartition des sommes entre co-auteurs, ces derniers s'engageant en cas de désaccord entre eux à ne prendre aucune mesure qui soit susceptible d'entraver l'exploitation.

Si ce Protocole venait à expiration, sans être renouvelé, la rémunération de l'Auteur serait constituée par le pourcentage prévu en VI.a) ci-dessus.

VII – Exploitation commerciale individuelle du making-of audiovisuel

En cas de commercialisation individuelle du making-of audiovisuel, la rémunération de l'Auteur et de l'Agent sera constituée par un pourcentage calculé sur les assiettes légales en vigueur en fonction du type d'exploitation utilisé, étant entendu que, pour chaque type d'exploitation, cette rémunération sera équivalente à :

- **0,2 % (zéro virgule deux pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,02% (zéro virgule zéro deux pour cent) + TVA** pour l'Agent,

des recettes nettes part producteur.

Toutefois, cette rémunération ne sera pas due par le Producteur pour les exploitations du making-of relevant de la gestion collective. Il appartiendra alors à l'Auteur de faire le nécessaire auprès de la société d'auteurs correspondante pour percevoir directement de cette dernière sa rémunération, le Producteur ne pouvant en aucun cas être recherché en cas de difficultés. En ce qui concerne la télédiffusion par câble simultanée, intégrale et inchangée, les droits y afférents sont et seront gérés dans le cadre des accords conclus directement ou indirectement par les sociétés d'auteurs concernées.

Il est également précisé que toute exploitation du making-of ne donnant pas lieu à rémunération pour le Producteur (absence totale de rémunération ou absence de rémunération distincte de celle du Film) notamment à l'occasion de toute exploitation dans le cadre d'un bonus DVD ou d'un partenariat visant à aider à l'élaboration du Film (type partenariat avec des opérateurs de téléphonie mobile, etc.), ne donnera pas lieu au versement d'une rémunération pour l'Auteur.

VIII– Autres exploitations

Pour toutes les exploitations du Film autres que celles visées aux points I à VII ci-dessus, au paragraphe B et à l'Article 7 ci-dessous, et sauf dispositions contraires les concernant, conformément aux dispositions de l'article L. 131-4 du C.P.I., la rémunération proportionnelle de l'Auteur sera exclusivement constituée des redevances allouées par la ou les sociétés d'auteurs compétentes.

Pour toutes les exploitations ne pouvant donner lieu à versement direct de redevances par le biais de la gestion collective, le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent une rémunération proportionnelle H.T. fixée à :

- **0,1 % (zéro virgule un pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,01% (zéro virgule zéro un pour cent) + TVA** pour l'Agent,

sur le prix payé par le public.

Toutefois, si le prix payé par le public ne pouvait être pratiquement déterminé ou si les moyens de contrôler l'application de la participation proportionnelle faisaient défaut, le Producteur verserait une rémunération proportionnelle H.T. fixée à :

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

- **0,2 % (zéro virgule deux pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,02% (zéro virgule zéro deux pour cent) + TVA** pour l'Agent,

sur les recettes nettes part producteur.

Il est expressément entendu que la présente rémunération s'appliquera également à l'exploitation du Film sous une forme non prévisible ou non prévue à la signature des présentes, et ce conformément à l'article L.131-6 du CPI.

B – Exploitations à l'étranger

Au titre de l'exploitation du Film à l'étranger ne pouvant donner lieu à versement direct de redevances par le biais de la gestion collective, la rémunération proportionnelle de l'Auteur étant alors exclusivement constituée des redevances allouées par la ou les sociétés d'auteurs compétentes dans ce cas-là, le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent, une rémunération proportionnelle H.T. fixée à :

- **0,2 % (zéro virgule deux pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,02% (zéro virgule zéro deux pour cent) + TVA** pour l'Agent,

sur les recettes nettes part producteur.

Il est toutefois entendu que dans l'hypothèse où le prix public était déterminé, le Producteur versera une rémunération proportionnelle H.T. fixée à :

- **0,1 % (zéro virgule un pour cent)** pour l'Auteur,
- **0,01% (zéro virgule zéro un pour cent) + TVA** pour l'Agent,

sur le prix payé par le public.

Il est expressément entendu que la présente rémunération s'appliquera également à l'exploitation du Film sous une forme non prévisible ou non prévue à la signature des présentes, et ce conformément à l'article L.131-6 du CPI.

C– Droit à rémunération pour copie privée

Pour autant que de besoin, il est rappelé que l'Auteur conservera intégralement sa part de redevances à lui revenir au titre du droit à rémunération pour copie privée institué par l'article L. 311-1 du C.P.I.

D – L'intervention, pendant l'exécution des présentes, d'une perception directe par l'Auteur de redevances, par le biais de la gestion collective, dégagerait immédiatement le Producteur de l'obligation de verser à l'Auteur et à l'Agent la rémunération prévue pour le support concerné, cette rémunération devenant sans cause, ce que les Parties reconnaissent expressément.

E – Rémunération complémentaire après amortissement du coût du Film

Le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent pour toutes les exploitations prévues aux paragraphes A et B du présent article, après amortissement du coût du Film, une rémunération proportionnelle égale à:

- **1 % (un pour cent)** pour l'Auteur
- **0.1% (zéro virgule un pour cent) + TVA** pour l'Agent

sur les recettes nettes part producteur générées postérieurement à cet amortissement.

Il est précisé, en tant que de besoin, que ce pourcentage remplacera la rémunération proportionnelle visée aux paragraphes A et B du présent article qui sera majorée de telle sorte que le total de la rémunération due à l'Auteur et à l'Agent représente **1,1% (un virgule un pour cent)** des recettes nettes part producteur.

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

Par ailleurs, à chaque fois que le prix public sera déterminable, le pourcentage susmentionné sera pondéré de manière identique à celle prévue aux paragraphes A et B, article 6, Titre II.

Il est précisé que les définitions des Recettes Nettes Part Producteur, du coût du Film et de l'amortissement du coût du Film sont annexées aux présentes et conformes au « PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF A LA TRANSPARENCE DANS LA FILIERE CINEMATOGRAPHIQUE » en date du 16 décembre 2010, entré en vigueur le 1er janvier 2011 et étendu par arrêté le 7 février 2011 (cf. Annexes 1, 2 et 3).

ARTICLE 7 – REMUNERATION EN CAS DE REMAKE, PREQUEL, SEQUEL, SPIN-OFF

Concernant le droit de remake, prequel, sequel, et spin-off (le remake, prequel, sequel ou spin-off sera ci-après dénommé : « la Nouvelle Œuvre »), les rémunérations versées à l'Auteur et à l'Agent seront les suivantes :

A. Production ou coproduction par le Producteur d'un Remake, Prequel, Sequel, ou Spin-off

Le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent une rémunération proportionnelle à l'exploitation de la Nouvelle Œuvre, égale à :

- **40% (quarante pour cent)** de l'économie du présent contrat (pourcentages prévus à l'article 6, Titre II (à l'exception du paragraphe 6-E) et avance mentionnée à l'article 2, Titre I).

B. Cession du droit de Remake, Prequel, Sequel, Spin-off à un tiers

La rémunération due par le Producteur sera exclusivement constituée d'un pourcentage H.T. de :

- **1% (un pour cent) pour l'Auteur**
- **0,1 % (zéro virgule un pour cent) + TVA pour l'Agent**

du prix de cession brut.

Le Producteur s'oblige, en cas de cession des dits droits soumise au droit français, à conclure un contrat de cession des droits conforme aux dispositions des articles L. 131-4 et L. 132-25 du Code de la propriété intellectuelle, en sorte que l'Auteur bénéficie, pour la part qui lui revient en application du pourcentage ci-dessus, d'une rémunération proportionnelle sur les recettes de la Nouvelle Œuvre produite, étant précisé que le montant perçu par l'Auteur sur le prix de cession tel que défini ci-avant constitue un à valoir minimum garanti sur les rémunérations proportionnelles mentionnées ci-dessus.

En cas de cession des droits de remake, prequel/sequel et/ou spin-off à un tiers non soumise au droit français, il est rappelé qu'une telle cession à l'étranger, aux Etats-Unis notamment, pourra être consentie par le Producteur le cas échéant en contrepartie d'un prix forfaitaire, sur lequel s'appliquera le pourcentage dû à l'Auteur.

ARTICLE 7 BIS – REMUNERATION EN CAS D'ADAPTATION SOUS FORME D'UNE ŒUVRE DRAMATIQUE OU DRAMATICO-LYRIQUE

Le Producteur versera à l'Auteur et à l'Agent une rémunération qui sera négociée ultérieurement de bonne foi par les Parties.

ARTICLE 8– A-VALOIR

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

A titre d'à-valoir sur le produit des pourcentages prévus à l'Article 6 ci-dessus (à l'exception toutefois du paragraphe 6-E), le Producteur versera les sommes H.T. définies à l'article 2, paragraphe 1) du Titre I des présentes, payables selon l'échéancier et aux conditions définies audit article.

Le Producteur se remboursera du montant de cet à-valoir par compensation sur l'ensemble des sommes revenant à l'Auteur et à l'Agent par le jeu des pourcentages fixés à l'Article 6 ci-dessus (à l'exception toutefois du paragraphe 6-E), jusqu'à complet remboursement. Si l'ensemble des sommes revenant à l'Auteur et à l'Agent par le jeu des pourcentages était inférieur au montant de cet à-valoir, le Producteur ne pourrait pas exercer de recours contre l'Auteur et/ou l'Agent pour la différence.

Ces sommes versées ne seront pas productives d'intérêts.

Toutes les rémunérations prévues au présent contrat seront majorées de la TVA au taux en vigueur, et subiront les déductions sociales obligatoires.

ARTICLE 9- REDDITION DES COMPTES

Le Producteur établira des redditions des comptes semestriellement les deux premières années d'exploitation (au 30 juin et au 31 décembre) et annuellement ensuite, au 31 décembre de chaque année.

Ils devront être adressés à l'Agent de manière détaillée précisant toutes les exploitations sur tous les territoires poste par poste et ce, à chaque reddition de comptes.

Les comptes seront envoyés à l'Agent dans les 3 (trois) mois de leur date d'arrêté, accompagnés, le cas échéant, de la rémunération correspondante.

Le Producteur tiendra dans ses livres une comptabilité d'exploitation qui sera organisée de telle sorte que les opérations s'y rapportant se distinguent de l'ensemble des comptes du Producteur et qui sera tenue à la disposition de l'Auteur et de l'Agent.

A la demande de l'Auteur ou de l'Agent, le Producteur fournira toutes justifications propres à établir l'exactitude des comptes. A défaut d'une telle demande, les comptes et règlements seront réputés acceptés trois mois après leur envoi par le Producteur.

L'Auteur ou toute personne mandatée par lui pourra effectuer, sous réserve d'un préavis de 15 (quinze) jours, au siège social du Producteur, pendant les heures d'ouverture des bureaux toutes vérifications qu'il jugera utiles. Les frais d'expertise et les dépenses judiciaires ou extrajudiciaires seront à la charge du Producteur dans le cas où un contrôle contradictoire ferait apparaître au préjudice de l'Auteur un écart de plus de 10% (dix pour cent) représentant un montant au moins égal au coût de l'audit.

Tous les règlements à revenir à l'Auteur seront effectués par chèques barrés établis à l'ordre de l'Auteur ou par virement et seront envoyés à l'Agent, à l'adresse mentionnée en tête des présentes.

Tous les règlements à revenir à l'Agent seront effectués par chèques barrés établis à l'ordre de l'Agent ou par virement et lui seront envoyés à l'adresse mentionnée en tête des présentes.

Tous les paiements revenant à l'Auteur seront majorés de la TVA au taux en vigueur de 10%, étant précisé qu'en application de l'article 285 bis du Code Général des Impôts, et sauf renonciation expresse de l'Auteur au dispositif de retenue à la source prévue par ce texte, 9,20% seront acquittés par le Producteur au Trésor Public, et 0,80% seront versés à l'Auteur.

ARTICLE 10- GARANTIES

L'Auteur garantit au Producteur l'exercice paisible des droits cédés et notamment :

1. Qu'il est seul propriétaire, sous réserve des droits de Romain COGITORE et, le cas échéant, des droits d'autres coauteurs choisis par le Producteur conformément aux dispositions des présentes, de tous les droits attachés au Scénario et qu'il a plein pouvoir et qualité pour accorder les droits cédés par les présentes et que ces droits ne sont ni ne seront en aucune manière, cédés, hypothéqués, grevés, ni d'une façon quelconque dévolus en faveur d'un tiers.

2. Que, sauf dans l'hypothèse où le Producteur adjoindrait à l'Auteur un ou des co-auteurs, l'Auteur certifie qu'il n'a consulté et ne consultera aucun tiers autre que Romain COGITORE sur l'écriture du Scénario, de quelque manière que ce soit, aussi bien à titre gratuit qu'à titre onéreux.

3. Qu'il n'a fait et ne fera, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible de compromettre la présente cession de droits, ou susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par le Producteur des droits qui lui sont accordés par les présentes.

4. Qu'il n'a introduit ou n'introduira dans son œuvre aucune reproduction ou réminiscence susceptible de violer les droits des tiers et de donner lieu à des attaques pour plagiat et/ou contrefaçon ou de troubler la réalisation ou l'exploitation du Film produit.

5. Qu'à sa connaissance, aucun litige ou procès mettant en cause les droits de l'Auteur sur le Scénario ou sur le titre de celui-ci tels que définis et cédés par les présentes, n'est en cours ni sur le point d'être intenté.

6. L'Auteur reconnaît au seul Producteur l'utilisation exclusive du titre et ce pour l'ensemble de l'exploitation des droits qui lui sont conférés au sein des présentes.

Le titre du Film pour son exploitation en France pourra être librement modifié par le Producteur et Romain COGITORE d'un commun accord (étant précisé qu'en cas de désaccord persistant, l'avis du Producteur prévaudra).

7. L'Auteur s'engage d'ores et déjà à fournir au Producteur, à première demande et dans un délai maximum de 10 (dix) jours suivant la demande du Producteur, tout document ou toute attestation, qui seraient exigés par des organismes français ou étrangers.

8. L'Auteur s'engage formellement à ne troubler en rien la réalisation puis l'exploitation du Film et de ses œuvres dérivées et secondaires et à ne se livrer, par quelque moyen que ce soit, à aucune déclaration risquant de porter un préjudice quelconque à cette exploitation ou au Producteur.

9. Compte tenu du caractère exclusif des droits consentis au Producteur aux termes de l'article 2 du présent accord, l'Auteur s'interdit de procéder directement ou indirectement par une cession à un tiers, à une exploitation audiovisuelle ou autre d'un élément et/ou d'un sujet quelconque tiré du Scénario et/ou du Film faisant l'objet des présentes pendant la durée de la cession.

10. A l'appui des garanties susvisées, l'Auteur donne dès à présent au Producteur, en tant que de besoin, pouvoir général et irrévocable pour agir en toutes circonstances, notamment contre toute contrefaçon, imitation ou exploitation non autorisées, sous quelque forme que ce soit, du Film et de toutes œuvres dérivées ou adaptées réalisées en vertu des présentes, en vue de sauvegarder les droits dont ce dernier est devenu cessionnaire.

L'Auteur s'engage, à chaque fois qu'il y aura lieu, à assister le Producteur et à lui apporter son concours, sous réserve (sauf dans le cas où l'Auteur serait personnellement garant) de la prise en charge par la production des frais afférents éventuels, pour établir et protéger la validité de l'un quelconque des droits cédés aux termes du présent contrat, et s'oblige à signer et à remettre au Producteur tous actes de cession confirmatifs, attestations et autres documents supplémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires ou appropriés.

11. L'Auteur est personnellement responsable tant vis à vis des tiers que du Producteur, en cas de non observation du présent article 10. En conséquence, l'Auteur devra relever, indemniser, et garantir le Producteur contre toutes les conséquences directes ou indirectes de toutes réclamations ou actions

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

dont il ferait l'objet. Dans le cadre de cette garantie, l'Auteur s'engage à tenir le Producteur informé sans délai de toutes réclamations et de toutes actions dont il aurait connaissance.

12. Les présentes lient l'Auteur et ses ayants cause et ayants droit.

ARTICLE 11- PUBLICITE ET PROMOTION

Aux génériques de début (sauf en l'absence de générique de début ou de générique de début réduit, c'est-à-dire ne mentionnant que les partenaires financiers du Film et/ou le Producteur) et de fin du Film, sur l'affiche du Film, ainsi que dans l'ensemble de la publicité éditée ou réalisée sous le contrôle du Producteur en fonction des usages de la profession, l'Auteur sera cité comme suit, sur carton seul (si ce procédé est utilisé) et dans les caractères les plus favorisés des scénaristes, sous réserve des noms des autres co-auteurs éventuels :

**« SCENARIO : Romain COGITORE
ADAPTATION ET DIALOGUES : Romain COGITORE et Catherine PAILLE (et tout co-auteur
éventuel) »**

En dehors de la publicité standard, le Producteur se réserve la possibilité d'effectuer une publicité spéciale dite « d'accrochage », teasers, films-annonces ne comportant que certaines mentions ayant trait au Film telles que son titre et/ou le nom des interprètes principaux, le nom du réalisateur et/ou le nom du Producteur et des partenaires financiers.

Le Producteur s'engage à communiquer ses obligations publicitaires à toutes les firmes qui distribueront ou éditeront le Film mais ne saurait être tenu responsable de leurs manquements. En conséquence, l'Auteur est dès maintenant autorisé à agir vis-à-vis des ayants droit du Producteur en cas de manquement aux présentes dispositions.

L'inexécution par le Producteur des obligations publicitaires mises à sa charge par le présent article constituera exclusivement une cause de dommage intérêts en faveur de l'Auteur mais ne pourra en aucun cas permettre la mise en œuvre de la clause de résiliation prévue à l'Article 13, Titre II ci-après et de toute mesure susceptible d'empêcher l'exploitation du Film ou de toutes œuvres dérivées ou adaptées autorisées par le présent contrat.

Aucune communication à la presse, à la radio, à la télévision, sur internet ou par tout autre moyen de communication ne devra être faite par l'Auteur avant la sortie du Film sans l'accord ou la collaboration du service de publicité du Producteur.

A la demande du Producteur, l'Auteur s'engage à collaborer à la promotion du Film en faisant ses meilleurs efforts pour se rendre disponible, le cas échéant, pour des entretiens avec des journalistes et pour des opérations ponctuelles de communication. L'Auteur s'engage à participer à la promotion du Film par sa présence lors de la première mondiale éventuelle dans un grand festival international, et par sa présence à Paris avant la sortie en salles en France. L'Auteur s'engage enfin à participer autant qu'il lui sera possible, et dans des conditions à déterminer, aux promotions de sortie du Film sur les différents territoires étrangers.

En tout état de cause, il est précisé que cette collaboration s'entend à titre gracieux.

ARTICLE 12- CESSIION A UN TIERS

Le Producteur aura la faculté de céder, apporter, transférer tout ou partie des bénéfices et des charges du présent contrat sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, à toutes personnes morales ou physiques qu'il lui plaira de désigner et de permettre à un tiers de se substituer à lui, à la condition qu'il n'en découle aucune modification aux droits de l'Auteur tels que prévus aux présentes, et qu'en cas de cession totale, il en informe l'Auteur par lettre recommandée dans le délai d'un mois avant la date effective de la cession, conformément aux articles L132-28 du Code de la Propriété Intellectuelle et 1216-1 du code civil. Le Producteur s'engage à rester garant en second rang de l'exécution des présentes envers l'Auteur et l'Agent.

Néanmoins, dans l'hypothèse d'une cession partielle ne modifiant pas les droits et obligations du Producteur envers l'Auteur visés aux présentes (notamment dans l'hypothèse où le Producteur conserverait sa qualité de producteur délégué du Film), les Parties sont convenues que le Producteur ne serait pas tenu à son obligation d'information envers l'Auteur tel que stipulé au paragraphe précédent.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS RELATIVES A L'AGENT

Conformément aux usages et comme détaillé ci-avant, le Producteur prendra à sa charge la rémunération de l'Agent, en contrepartie de son intervention.

L'Agent ne saurait être tenu pour responsable de l'exécution des présentes par l'Auteur.

Il est bien entendu que la prise en charge de la rémunération de l'Agent constitue une condition essentielle et déterminante de l'accord de l'Auteur et qu'en cas de non respect par le Producteur de cette clause, l'Auteur pourra se prévaloir des dispositions de l'article Résiliation pour défaut de paiement dont l'inexécution est sanctionnée par l'Article 15 du Titre II des présentes.

ARTICLE 14– RESILIATION

A défaut d'exécution par l'une ou l'autre des Parties de ses obligations, et 15 (quinze) jours ouvrés après présentation d'une mise en demeure sous pli recommandé avec accusé de réception restée infructueuse, les présentes pourront être résiliées aux torts et griefs de la partie défaillante, si bon semble à l'autre partie, sans préjudice de tous dommages et intérêts. Au-delà d'un délai d'1 (un) an à compter de la sortie du Film en salles, le délai précité sera porté à 30 (trente) jours ouvrés.

Toute résiliation sera sans incidence sur les cessions, transferts de droits et autres contrats d'exploitation des droits cédés que le Producteur aura valablement conclus avant son intervention.

Toutefois, toute résiliation objet du présent article ne sera effective que lorsque son constat par le juge compétent sera définitif.

ARTICLE 15 – DEFAUT DE PAIEMENT

Nonobstant ce qui a été précisé à l'Article 14 Résiliation ci-dessus, il est entendu qu'en cas de défaut de paiement de la part du Producteur, et quinze jours après présentation d'une mise en demeure sous pli recommandé avec accusé de réception restée infructueuse, les présentes seront résiliées si bon semble à l'Auteur, l'Auteur recouvrant alors l'entière propriété de tous ses droits sur son travail, les sommes déjà reçues lui restant en tout état de cause, définitivement acquises sous réserve de dommages et intérêts.

ARTICLE 16 – DELEGATION DE RECETTES

A la sûreté et garantie du versement à l'Auteur et à l'Agent des sommes à leur revenir en exécution du présent contrat, le Producteur cède, délègue et transporte – dans le cadre des dispositions des articles L. 123-1 et suivants du Code du Cinéma et de l'Image Animée – à l'Auteur et à l'Agent l'ensemble des produits bruts hors taxe du Film par rang d'inscription.

En conséquence, en cas de défaut de paiement et après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant plus de 15 (quinze) jours à compter de la réception par le Producteur de ladite mise en demeure, l'Auteur et l'Agent pourront encaisser seuls les sommes à leur revenir directement auprès de tous débiteurs.

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

Toutefois, en ce qui concerne les pourcentages prévus à l'article 6 ci-dessus, ladite cession ne produira ses effets sur les sommes à provenir de l'exploitation du Film que lorsque le Producteur aura pu se rembourser du minimum garanti effectivement versé à l'Auteur et à l'Agent.

ARTICLE 17- CAS DE FORCE MAJEURE OU CAS FORTUIT

Si par suite de cas de force majeure ou cas fortuit, le Producteur était amené à interrompre le travail à un moment quelconque ou à suspendre son activité dans le domaine de la production, la faculté lui serait réservée, soit de résilier le présent accord, soit d'en suspendre l'exécution.

La suspension éventuelle de l'exécution des présentes serait d'une durée égale à celle de l'événement qui aurait motivé l'arrêt de l'activité de la production. Par voie de conséquence, tous les délais prévus au présent accord seraient augmentés d'autant.

En cas de résiliation du présent accord dans les cas visés ci-dessus, l'Auteur ne pourrait faire valoir contre le Producteur aucun droit à percevoir une somme supplémentaire à celles qu'il aurait déjà perçues en exécution des présentes et/ou à être indemnisé à quelque titre que ce soit et/ou à rendre responsable le Producteur de la perte de la rémunération proportionnelle aux recettes d'exploitation qui en résulterait pour lui.

ARTICLE 18- INSCRIPTION AUX RCA

Le Producteur s'engage à débiter la procédure d'inscription, à ses frais, du présent contrat aux Registres du Cinéma et de l'Audiovisuel conformément aux Articles L.122-1 et 123-1 du Code du Cinéma et de l'Image Animée, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la signature des présentes.

ARTICLE 19- CONSERVATION DU FILM

En application de l'article L.132-24 alinéa 3 du Code de la Propriété Intellectuelle, le Producteur s'engage à prendre, tant auprès des laboratoires que de tout organisme habilité (Archives du Film, Cinémathèque Française, etc.), toutes mesures nécessaires à la sauvegarde et à la conservation permanente :

- du négatif image et son du Film,
- d'un internégatif du Film ou, à défaut, d'une copie positive en parfait état.

ARTICLE 20- ELECTION DE DOMICILE

A l'effet des présentes, élection de domicile est faite aux adresses visées en tête des présentes.

ARTICLE 21- CORRESPONDANCES

Toutes correspondances et communications entre les Parties seront envoyées aux adresses mentionnées en tête des présentes.

Tout changement de domiciliation de l'une des Parties devra être notifié à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le cas où l'Auteur n'informerait pas le Producteur de son changement de domicile et où celui-ci se trouverait en conséquence dans l'impossibilité d'exécuter certaines de ses obligations contractuelles et notamment celles relatives à la reddition des comptes, la résiliation prévue aux termes des présentes ne pourra être obtenue par l'Auteur.

ARTICLE 21- LITIGES – INVALIDITE D'UNE CLAUSE

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

En cas de litiges, attribution de juridiction est faite aux tribunaux français compétents, lieu d'exécution de la présente convention, la loi applicable étant la loi française.

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs dispositions du présent contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive rendue par la juridiction compétente, les autres dispositions garderont toute leur force et leur portée sauf pour celles qui, le cas échéant, présenteraient un caractère indissociable avec la disposition invalidée. Les Parties conviennent d'ores et déjà de remplacer la clause nulle par de nouvelles dispositions conformes à l'esprit des présentes.

Fait à Paris, le 28 mars 2019, en quatre exemplaires originaux, dont un pour les RCA,

LE PRODUCTEUR
HUGO SELIGNAC/VINCENT MAZEL

L'AGENT
SIMON REY

L'AUTEUR
CATHERINE PAILLE

ANNEXE 1

DEFINITION DES RECETTES NETTES PART PRODUCTEUR

Les Parties s'entendent sur une définition des « *recettes nettes part producteur* » servant de base de calcul à l'amortissement du coût du Film.

D'une manière générale, l'expression « *recettes nettes part producteur* » s'entend de l'ensemble des recettes hors taxes, quelles qu'en soient la nature ou la provenance, réalisées et encaissées à raison de l'exploitation du Film et de tout ou partie de ses éléments dans le monde entier, en tous formats, en toutes langues, sous tous titres, par tous modes, moyens, procédés connus ou à découvrir, sous déduction des commissions visées ci-après et des seuls frais justifiés entraînés par l'exploitation et définitivement mis à la charge du Producteur.

Les préventes, à-valoir et minima garantis seront intégralement reportés comme « *recettes nettes part producteur* ».

L'expression « *recettes nettes part producteur* » s'entend plus particulièrement de la manière qui suit.

I. EXPLOITATION EN FRANCE

A. EXPLOITATION CINEMATOGRAPHIQUE

a. Dans les salles du secteur commercial

Les « *recettes nettes part producteur* » s'entendent des sommes effectivement versées par les exploitants de salles au titre de l'exploitation cinématographique du Film dans les salles du secteur commercial, déduction faite :

1. de la commission de distribution au taux effectivement appliqué par le distributeur mais qui ne saurait excéder 25% des recettes brutes distributeur en l'absence de minimum garanti ni excéder 35% dans le cas où le distributeur aurait versé un minimum garanti ;
2. de la part éventuellement attribuée au court métrage dont le prix ou le pourcentage lui sera attribué selon les prix ou pourcentages en usage dans la profession et à la condition que ce court métrage ne soit pas fourni par le Producteur, auquel cas les recettes seraient celles du programme complet ;
3. du montant de la publicité de lancement et de soutien faite au moment de la première sortie du Film en exclusivité en France et à l'occasion des éventuelles reprises ;
4. du prix des copies du Film et du film-annonce, des frais de distribution numérique (« *virtual print fees* », KDM, etc.) si la charge en incombe contractuellement au Producteur, ainsi que du montant de la TVA sur les copies dans la mesure où ce montant ne serait pas récupérable ;
5. du montant des taxes sur le chiffre d'affaires à la charge du Producteur, calculé sur la « *recette distributeur* » attribuée au grand film, ou éventuellement au programme complet ;
6. du montant de la cotisation due au Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC) au titre de l'exploitation du Film dans les territoires dont il s'agit ;
7. des frais juridiques et autres relatifs à l'exploitation du Film ;
8. de tous les autres frais justifiés, sur justificatifs comptables, mis à la charge du Producteur à condition qu'il s'agisse de frais usuels, conformes aux politiques habituelles de distribution et liés, notamment, aux évolutions économiques ou techniques propres à ladite exploitation.

b. Dans le secteur non commercial

Les « *recettes nettes part producteur* » sont constituées par les montants hors taxes encaissés par le Producteur (ou versés à un tiers comme un établissement de crédit par délégation ou cession du

Producteur) ou par toute personne négociant, aux lieu et place du Producteur, les droits d'exploitation du Film dans le secteur non commercial, déduction faite, s'il y a lieu et sur justification, des frais hors taxes ci-après :

1. de la commission de distribution, au taux effectivement appliqué par le distributeur mais qui ne saurait excéder 30% ;
2. du prix des copies nécessaires à l'exploitation, si la charge en incombe contractuellement au Producteur ;
3. des cotisations dues au CNC au titre de l'exploitation du Film ;
4. de tous les autres frais justifiés, sur justificatifs comptables, mis à la charge du Producteur à condition qu'il s'agisse de frais usuels, conformes aux politiques habituelles de frais de distribution et liés, notamment, aux évolutions économiques ou techniques propres à ladite exploitation.

B. EXPLOITATION SOUS FORME DE VIDEOGRAMMES DESTINES A L'USAGE PRIVE DU PUBLIC

Les « *recettes nettes part producteur* » s'entendent des montants hors taxes encaissés par le Producteur (ou versés à un tiers comme un établissement de crédit par délégation ou cession du Producteur) ou par toute personne (ci-après « agent de vente ») négociant, aux lieu et place du Producteur, auprès d'un acquéreur, les droits d'exploitation du Film sous forme de vidéogrammes destinés à la vente ou à la location pour l'usage privé du public, déduction faite, s'il y a lieu et sur justification, des frais hors taxes ci-après :

1. de la commission de vente desdits droits à un acquéreur, au taux effectivement appliqué par l'agent de vente et qui ne saurait excéder 15%, étant entendu qu'aucune commission ne sera prélevée sur les à-valoir ou minima garantis versé par l'acquéreur des droits et servant au financement du Film ni sur les éventuels compléments de ces à-valoir ou minima garantis qui pourraient être versés ultérieurement ; la commission de vente de 15% sera prélevée par le Producteur en l'absence de mandataire ;
2. du prix de la copie nécessaire au transfert et à la duplication du Film sur support vidéo ou autre, les frais afférents aux éventuels bonus fabriqués pour les besoins de cette exploitation et tous les éléments exigés par l'éditeur, si la charge en incombe contractuellement au Producteur ;
3. des redevances dues à la SDRM si elles doivent être réglées directement à celle-ci par le Producteur ;
4. des cotisations dues au CNC au titre de l'exploitation du Film ;
5. de tous les autres frais justifiés, sur justificatifs comptables, mis à la charge du Producteur, à condition qu'il s'agisse de frais usuels, conformes aux politiques habituelles de frais de distribution et liés, notamment, aux évolutions économiques ou techniques propres à ladite exploitation.

Il est précisé que :

- si les sommes versées le sont par un éditeur vidéographique du Film au Producteur sous forme de royalties, les « *recettes nettes part producteur* » s'entendraient du montant hors taxes desdites royalties encaissées par le Producteur ou son agent de vente, déduction faite, s'il y a lieu, et sur justification, des frais susvisés dans le cas uniquement où ils seraient laissés à la charge du Producteur et non de l'éditeur. De plus, la commission de vente du Producteur ou de son agent de vente ne sera opposable que lorsque le Film est passé au stade de l'exploitation dite « catalogue », c'est à dire à l'expiration du contrat d'édition vidéographique initial ;

- et si l'éditeur vidéographique du Film est le Producteur ou une société du groupe d'appartenance du Producteur la commission de vente ne sera pas prélevée.

C. EXPLOITATION SOUS FORME DE VIDEO A LA DEMANDE A L'ACTE OU DE PAIEMENT A LA SEANCE

Les « *recettes nettes part producteur* » s'entendent des montants hors taxes encaissés par le Producteur (ou versés à un tiers comme un établissement de crédit par délégation ou cession du Producteur) ou par toute personne négociant, en lieu et place du Producteur, les droits d'exploitation du Film sous forme de paiement à la séance et de vidéo à la demande, déduction faite, s'il y a lieu et sur justification, des frais hors taxe ci-après :

1. de la commission de vente, dont le taux ne saurait excéder :

- 30% jusqu'à 100 000 euros de chiffre d'affaires net hors taxes encaissé par le Producteur ou toute personne négociant en son lieu et place (ci-après le « CA net HT ») ;
- 20% entre 100 001 et 200 000 euros de CA net HT ;
- 15% entre 200 001 et 300 000 euros de CA net HT, sachant qu'au-delà de 300 001 euros de CA net HT la commission ne sera pas dégressive comme indiqué ci-dessus mais sera fixée à 15% et applicable au premier euro de CA net HT ; en l'absence de mandataire, la commission ci-dessus sera prélevée par le Producteur.

2. du prix du matériel technique et publicitaire de livraison aux opérateurs VaD et PPV, ainsi que des frais de publicité et de promotion, si la charge en incombe contractuellement au Producteur du Film ;

3. des cotisations dues au CNC au titre de l'exploitation du Film ;

4. de tous les autres frais justifiés, sur justificatifs comptables, mis à la charge du Producteur, à condition qu'il s'agisse de frais usuels, conformes aux politiques habituelles de frais de distribution et liés, notamment, aux évolutions économiques ou techniques propres à ladite exploitation.

Il est précisé que :

- si l'opérateur du service de paiement à la séance ou de vidéo à la demande est le Producteur ou une société du groupe d'appartenance du Producteur aucune commission de vente ne sera prélevée ;

- aucune commission ne sera prélevée sur les à-valoir ou minima garantis versés par le mandataire et servant au financement du Film.

D. EXPLOITATION TELEVISUELLE

Les « *recettes nettes part producteur* » sont constituées par les montants hors taxes effectivement versés par chaque service de télévision (télévision hertzienne, câble, satellite etc.) pour l'acquisition des droits de diffusion du Film, déduction faite, s'il y a lieu et sur justification, des frais hors taxes ci-après :

1. de la commission de vente, dont le taux ne saurait excéder :

- 15% pour les ventes n'excédant pas un prix Hors Taxes de 50 000 € et pour la « *catch up TV* » ;
- 10% pour toutes autres ventes.

étant entendu qu'aucune commission ne sera prélevée sur les cessions servant au financement du Film, ni sur les éventuels compléments qui pourraient être versés ultérieurement, notamment le complément Canal Plus, sachant qu'une commission de 15% pour les ventes n'excédant pas un prix Hors Taxes de 50 000 € et pour la « *catch up TV* » et 10% pour toutes autres ventes sera prélevée par le Producteur en l'absence de mandataire ;

2. du prix des copies nécessaires à l'exploitation, et de tous éléments exigés par les services de télévision, si la charge en incombe contractuellement au Producteur ;

3. des cotisations dues au CNC au titre de l'exploitation du Film ;

4. de tous les autres frais justifiés, sur justificatifs comptables, mis à la charge du Producteur, à condition qu'il s'agisse de frais usuels, conformes aux politiques habituelles de frais de distribution et liés, notamment, aux évolutions économiques ou techniques propres à ladite exploitation.

Dans le cas où le Producteur concèderait globalement à un tiers, pour un temps déterminé, les droits d'exploitation télévisuelle du Film, et que ladite concession laisserait, en accord avec le Producteur, la charge de la rémunération des auteurs audit tiers avec la faculté pour ce tiers de traiter pour son propre compte avec les services de télévision établis en France et/ou dans tout ou partie des pays d'expression française, il appartiendra au Producteur de faire prendre en charge par son concessionnaire le paiement de la rémunération due à l'Auteur, telle que définie ci-dessus.

E. EXPLOITATION SOUS FORME DE VIDEO A LA DEMANDE PAR ABONNEMENT

Les « *recettes nettes part producteur* » s'entendent des montants hors taxes encaissés par le Producteur (ou versés à un tiers comme un établissement de crédit par délégation ou cession du Producteur) ou par toute personne négociant, en lieu et place du Producteur, les droits d'exploitation du Film sous forme de vidéo à la demande par abonnement, déduction faite, s'il y a lieu et sur justification, des frais hors taxe ci-après :

1. de la commission de vente, dont le taux ne saurait excéder :

- 30% jusqu'à 100 000 euros de chiffre d'affaires net hors taxes encaissé par le Producteur ou toute personne négociant en son lieu et place (ci-après le « CA net HT ») ;
- 20% entre 100 001 et 200 000 euros de CA net HT ;
- 15% entre 200 001 et 300 000 euros de CA net HT, sachant qu'au-delà de 300 001 euros de CA net HT la commission ne sera pas dégressive comme indiqué ci-dessus mais sera fixée à 15% et applicable au premier euro de CA net HT.

En l'absence d'agent de vente, la commission ci-dessus sera prélevée par le Producteur.

2. du prix du matériel technique et publicitaire de livraison aux opérateurs VaD par abonnement, ainsi que des frais de publicité et de promotion, si la charge en incombe contractuellement au Producteur du Film ;

3. des cotisations dues au CNC au titre de l'exploitation du Film ;

4. de tous les autres frais justifiés, sur justificatifs comptables, mis à la charge du Producteur, à condition qu'il s'agisse de frais usuels, conformes aux politiques habituelles de frais de distribution et liés, notamment, aux évolutions économiques ou techniques propres à ladite exploitation.

Il est précisé que :

- si l'opérateur du service de vidéo à la demande par abonnement est le Producteur ou une société du groupe d'appartenance du Producteur aucune commission de vente ne sera prélevée ;
- aucune commission ne sera prélevée sur les à-valoir ou minima garantis versés par le mandataire et servant au financement du Film.

II. EXPLOITATION A L'ETRANGER

A. VENTE FORFAITAIRE ET/OU AU POURCENTAGE

Les « *recettes nettes part producteur* » sont constituées par les sommes hors taxes effectivement versées par les acquéreurs ou distributeurs à l'étranger au Producteur (ou versées à un tiers comme un établissement de crédit par délégation ou cession du Producteur) ou à toute personne négociant en lieu et place du Producteur, sous forme de forfait, d'avance et/ou de minima garantis ainsi que les sommes versées par les distributeurs au-delà desdites avances et minima garantis, sous déduction :

1. de la commission du vendeur à l'étranger, dont le taux ne saurait excéder 25%, sous-commission incluse, sachant qu'une commission de 25% sera prélevée par le Producteur en l'absence de mandataire ;
2. du coût HT du tirage des copies, contretypes et sous-tirage, de matériel publicitaire nécessaire à l'exploitation du Film dans les territoires concédés, des frais de douane, transport de copies, matériel et des frais divers, y compris frais liés à la promotion du Film à l'étranger et d'assurance erreurs et omissions, sur présentation de justificatifs, à condition que ces frais soient définitivement à la charge du Producteur ;
3. des cotisations dues au CNC au titre de l'exploitation du Film ;
4. des redevances dues à la SACEM et toute société d'auteurs et d'artistes sur les pays non statutaires dans la mesure où l'exploitation ne les paye pas ;
5. de tous les autres frais justifiés, sur justificatifs comptables, mis à la charge du Producteur à condition qu'il s'agisse de frais usuels, conformes aux politiques habituelles de frais de distribution et liés, notamment, aux évolutions économiques ou techniques propres à ladite exploitation.

B. COPRODUCTION FRANCO-ETRANGERE

Si le Film est produit en coproduction franco-étrangère, le montant de la participation du coproducteur étranger (et toutes les sommes qui seraient versées au Producteur en complément), sera considéré comme recettes nettes part producteur forfaitaires pour les pays dont les droits d'exploitation appartiennent exclusivement à ce coproducteur étranger en application des accords internationaux de coproduction ainsi que pour la part de recettes à revenir à ce dernier dans les territoires qui ne lui sont pas réservés exclusivement mais font l'objet d'un partage entre le coproducteur, en application des accords de coproduction. En conséquence, les recettes provenant de l'exploitation dans lesdits territoires réservés et partagés et attribuées au coproducteur étranger ne seront pas décomptées à l'effet des présentes. Ainsi, à titre d'exemple, si le coproducteur étranger se voit octroyer une part de recettes de 30% dans le reste du monde (hors territoires réservés), les 70% restant seront seuls considérés comme des recettes nettes part producteur.

III. AUTRES EXPLOITATIONS EN TOUS PAYS (HORS MUSIQUE)

Les « *recettes nettes part producteur* » s'entendent des montants hors taxes encaissés par le Producteur (ou versés à un tiers comme un établissement de crédit par délégation ou cession du Producteur) et/ou par toute personne ou société négociant, au lieu et place du Producteur, les autres droits d'exploitation du Film, et de chacune des exploitations secondaires et « *merchandising* », ainsi que les droits de « *remake* », « *prequel* », « *sequel* » et « *spin off* », déduction faite d'éventuelles commissions de vente ou de distribution, dans la limite d'un taux de 20%, ainsi que des frais justifiés, sur justificatifs comptables, et définitivement pris en charge par le Producteur pour lesdites exploitations ainsi que les rémunérations des ayants droit propres à ces exploitations spécifiques, le cas échéant.

Une commission de 20% sera prélevée par le Producteur en l'absence de mandataire.

IV. EXPLOITATION DE LA MUSIQUE DU FILM EN TOUS PAYS

Toutes sommes encaissées par le Producteur (ou versées à un tiers comme un établissement de crédit par délégation ou cession du Producteur) et/ou par toute personne ou société négociant pour son compte les droits d'exploitation susvisés du Film, portant sur les oeuvres musicales figurant dans le Film (droits SACEM / SDRM) aussi bien que des droits portant sur les enregistrements correspondants (redevances phonographiques, droits voisins, toutes utilisations secondaires), seront, pour leur montant hors taxe, considérées comme « *recettes nettes part producteur* », déduction faite

Film : « ZONE A DEFENDRE » - Auteur : Catherine PAILLE

d'éventuelles commissions de vente ou de distribution, dans la limite d'un taux de 20%, ainsi que des frais justifiés, sur justificatifs comptables, et définitivement pris en charge par le Producteur pour lesdites exploitations ainsi que les rémunérations des ayants droit propres à ces exploitations spécifiques, le cas échéant. Une commission de 20% sera prélevée par le Producteur en l'absence de mandataire.

Il est précisé que les sommes ci-dessus s'entendent aussi bien de celles perçues par le Producteur en sa qualité de propriétaire des enregistrements que de celles reversées au Producteur par des tiers détenteurs de droits relatifs aux oeuvres et/ou enregistrements.

Il est précisé, en tant que de besoin, que :

- les frais d'exploitation visés à la présente annexe s'entendent nets des remises, rabais, ristournes, avoirs et autres avantages financiers, accordés par les fournisseurs et autres prestataires de services au Producteur au titre du Film ;
- dans le respect des conditions mentionnées à l'article 1-a, cinquième alinéa de l'Annexe 3 ci-après, le bénéfice des opérations d'échange de marchandises, partenariats, parrainages, « *sponsoring* », devra être répercuté sur les comptes d'exploitation pour l'établissement des comptes définitifs.

ANNEXE 2

COÛT DU FILM

Les Parties s'entendent sur la définition du coût du Film opposable aux auteurs en vue de l'application des contrats de production audiovisuelle.

Le « *coût du Film* », arrêté quatre mois après la sortie du Film en salle et certifié par un commissaire aux comptes ou un expert comptable indépendant, comprend toutes les dépenses hors taxes à la charge du Producteur à l'occasion de la préparation, du tournage et de la post-production du Film, dans la mesure où ces dépenses ne sont pas déduites des « *recettes nettes part producteur* ».

Ce coût comprend :

1. les avances ou minima garantis consentis aux auteurs, réalisateurs, éditeurs, titulaires de droits voisins et tout autre ayant droit en contrepartie de l'acquisition ou autorisation relative aux droits d'auteur et/ou aux droits voisins, et, le cas échéant, au droit de la personnalité et plus généralement le montant des sommes payées aux différents coauteurs, consultants éventuels et à tous ayants droit ainsi qu'à leurs agents éventuels (y compris licence dolby, SRD et DTS) ;
2. le coût de préparation et de production du Film, du (des) film(s)-annonce(s), des « *teasers* » et « *promo-reels* », du « *making-of* » et des bonus, dans la mesure où il serait à la charge du Producteur, y compris le coût du négatif original image et son de l'ensemble du matériel de livraison du Film aux différents partenaires contribuant à son financement, ainsi que le coût d'acquisition du complément de programme s'il n'est pas fourni par le distributeur ;
3. toutes les dépenses dues à des tiers (charges sociales et taxes annexes non récupérables et toutes charges et cotisations sociales exclusivement liées ou générées par la production du Film comprises) pour collaboration ou prestations relatives à la production du Film et notamment la rémunération des techniciens, comédiens, du producteur exécutif ou associé (à la condition qu'il ne fasse pas partie du personnel permanent du Producteur ou d'une société contrôlée par celui-ci au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce), y compris sous forme différée (mais à l'exclusion de tout intéressement aux recettes du Film après amortissement du coût du Film dans les conditions prévues à l'article 1-b de l'Annexe 3 ci-après) jusqu'à la clôture du coût du Film ;
4. les dépenses de toute nature nécessaires à l'accomplissement des obligations du Producteur et de ses co-producteurs étrangers (distributeurs, diffuseurs, éditeurs vidéographiques, vendeurs à l'étranger, festivals etc.) y compris notamment les frais de fabrication, les frais de livraison de tout matériel, toutes les dépenses relatives à la première copie standard, à la copie échantillon, aux fichiers numériques, aux interpositifs, internégatifs, masters vidéo, aux encodages, et à la version internationale sonore du Film et du (des) film(s)- annonce(s) ainsi que les dépenses relatives à la version audio-décrite et aux versions françaises et étrangères dans la mesure où elles seraient à la charge du Producteur (y compris les versions doublées et sous-titrées) ;
5. les dépenses de toute nature liées à la production et à la réalisation de la bande originale du Film, qui comprennent les frais de création de la musique originale la composant et le coût d'établissement du master phonographique et/ou numérique, incluant notamment toutes rémunérations des auteurs et compositeurs de la musique originale, les frais d'enregistrement et de mixage de la musique originale et/ou les coûts d'acquisition des droits de reproduction et d'exploitation de musique notamment préexistantes ;
6. la publicité faite en cours de production du Film (notamment attaché de presse pendant le tournage) à l'exclusion de la publicité effectuée pour le lancement de celui-ci à l'occasion de la sortie dans les divers pays d'exploitation ;
7. la TVA non récupérable, les taxes exigibles lors de la sortie du Film, en application des textes en vigueur, et toutes autres taxes et cotisations à l'occasion de la production à la charge du Producteur et non récupérables, y compris celles qui pourraient être instituées à l'avenir dont les critères de calcul sont directement liés aux paramètres de production et de préfinancement du Film (CA de

préfinancement, masse salariale, taxes et cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises s'ils sont liés ou générés par la production du Film etc.) ;

8. les montants TTC des assurances, notamment des assurances de pré-production et de production, négatif, responsabilité civile, décors, accessoires etc. et le cas échéant de garantie de bonne fin et/ou d'erreurs et omissions ainsi que les coûts des sinistres demeurant à la charge du Producteur après déduction des indemnités d'assurance versées par les assureurs ;

9. tous les frais d'inscription aux Registres de la Cinématographie et de l'Audiovisuel concernant le Film et les contrats y afférent ;

10. tous frais juridiques, judiciaires, comptables, de contentieux et d'audit et honoraires liés à la production du Film (mais à l'exclusion de tous frais liés à des prestations de production et de recherche de financement), à l'exclusion de ceux résultant d'un comportement fautif avéré et exclusif du Producteur et jugé tel par une décision de justice définitive ayant autorité de la chose jugée en dernier ressort ; ces frais seront intégrés au coût du Film jusqu'à la date de clôture de celui-ci, les frais et honoraires postérieurs à la date de clôture étant traités conformément à l'article 1.1 de l'Annexe 3 ci-après ;

11. la rémunération du producteur délégué (en cela compris la rémunération du producteur exécutif ou associé s'il fait partie du personnel permanent du Producteur ou d'une société contrôlée par celui-ci au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce), toutes charges sociales comprises (patronales et salariales), dans la limite de 5% du coût du Film hors ladite rémunération du producteur délégué et hors frais généraux et frais financiers ;

12. les frais généraux dans la limite de 7% du coût du Film, hors lesdits frais généraux et hors rémunérations du producteur délégué et frais financiers ;

13. dans la limite de 5% du coût du Film, y compris la rémunération du Producteur et les frais généraux, les frais financiers forfaitisés selon le mode de calcul suivant : $100\% \text{ du coût du Film (y compris la rémunération Producteur et les frais généraux) } \times 18 \text{ mois } \times (\text{taux Euribor 3 mois} + 3\%)$; le taux de l'Euribor 3 mois retenu sera la moyenne des taux de l'Euribor 3 mois publiés entre la date de la demande d'agrément des investissements et la date de la demande d'agrément de la production ; toutefois, pour les films d'un coût inférieur à 3 M€, les frais financiers réels, y compris une provision pour les quatre mois qui suivent la demande d'agrément, tels qu'ils s'établissent quatre mois après la sortie du Film en salle, seront calculés et retenus précisément dans le calcul du coût définitif du Film. Si les frais financiers ainsi décomptés sont supérieurs à 5%, le plafond mentionné ci-dessus ne s'appliquera pas.

Il est précisé, en tant que de besoin, que les frais de production précités s'entendent nets des remises, rabais, ristournes, avoirs et autres avantages financiers, accordés par les fournisseurs et autres prestataires de services au Producteur au titre du Film.

ANNEXE 3

AMORTISSEMENT DU COÛT DU FILM

1. – Seront pris en compte pour le calcul de l'amortissement du coût du Film :

a. Les sommes et recettes suivantes :

- les « *recettes nettes part producteur* » telles qu'elles sont définies à l'Annexe 1 ci-avant ;
- à l'exclusion d'une franchise de 50 000 €, 75% des sommes calculées et inscrites au compte du Producteur (et des coproducteurs éventuels) au titre du soutien financier automatique dans les conditions prévues par l'article 1.2 ci-après ;
- le montant du crédit d'impôt accordé au Producteur au regard du Film et de ses caractéristiques dans les conditions prévues par les articles 220 sexies, 220 F et 223 O du code général des impôts et des textes pris pour leur application ;
- toutes les aides non remboursables ayant participé au financement du Film, à l'exception du soutien financier automatique investi pour la production du Film et versé par le CNC ;
- les placements de produits ainsi que les partenariats publicitaires ou autres opérations de même nature donnant lieu à encaissement d'un paiement, et ce, pour la part revenant au Producteur et sous déduction des commissions d'intermédiaires et de tous frais justifiés mis à la charge du Producteur ;
- les dommages et intérêts dans le cadre d'une procédure directement liée à la production et/ou à l'exploitation du Film, les dépenses et les sinistres remboursés, et ce pour leur part revenant au Producteur et sous déduction des frais, honoraires et dépens juridiques et judiciaires et autres frais justifiés afférents.

b. Seront déduits des sommes et recettes ci-dessus énumérées :

- les rémunérations sous forme différée, quels qu'en soient la nature et le bénéficiaire, dont le montant serait exigible postérieurement à la date de clôture du coût du Film ; ceci, à l'exception d'un éventuel intéressement aux recettes du Film (notamment sous forme de pourcentage complémentaire de recettes et/ou sous forme de somme forfaitaire) qui serait accordé à quiconque après amortissement du coût du Film et qui ne serait pas réglé sous forme de salaire ;
- les frais juridiques et judiciaires et honoraires, ainsi que le coût des redressements fiscaux ou sociaux, liés à la production et à l'exploitation du Film et générés postérieurement à la date de clôture du coût du Film – à l'exclusion de ceux résultant d'un comportement fautif avéré du Producteur et jugé tel par une décision de justice définitive ayant autorité de la chose jugée en dernier ressort.

2. – Prise en compte du soutien financier producteur et du crédit d'impôt dans le calcul de l'amortissement du coût du Film.

Les sommes calculées et inscrites au compte du Producteur (et des coproducteurs éventuels) au titre du soutien financier automatique généré par l'exploitation du Film ainsi que le crédit d'impôt ne pourront pas être considérés comme recettes, même de manière indirecte par la voie d'un mécanisme, quel qu'il soit, d'« équivalent comptable ». En particulier, ils n'entreront pas dans les « *recettes nettes part producteur* » mentionnées à l'Annexe 1 ci-dessus ni ne pourront servir de base de calcul à la rémunération complémentaire de l'Auteur, après amortissement du coût du Film, lorsqu'une telle rémunération est prévue.

Toutefois, il est convenu entre les Parties que le crédit d'impôt et, après prise en compte des déductions visées au deuxième alinéa de l'article 1-a de la présente annexe et sous réserve du précédent paragraphe et dans la limite de l'amortissement, les sommes calculées et inscrites au compte du Producteur (et des coproducteurs éventuels) au titre du soutien financier automatique afférent au Film, seront pris en compte dans le calcul de l'amortissement du coût du Film.

Les modalités de prise en compte de ces sommes seront les suivantes :

- en ce qui concerne le soutien financier automatique, les sommes seront strictement prises en compte concomitamment aux recettes qui auront permis la génération dudit soutien ;
- en ce qui concerne le crédit d'impôt, son montant sera pris en compte prioritairement à toutes les autres sommes et recettes servant à l'amortissement du coût du Film, et ce, rétroactivement sur le premier décompte d'exploitation une fois que le CNC aura délivré l'agrément définitif ouvrant droit au bénéfice du crédit d'impôt. Toutefois, en cas de redressement par les services fiscaux du montant du crédit d'impôt, le montant modifié sera pris en compte rétroactivement dans le calcul de l'amortissement du coût du Film.